

Le BULLETIN

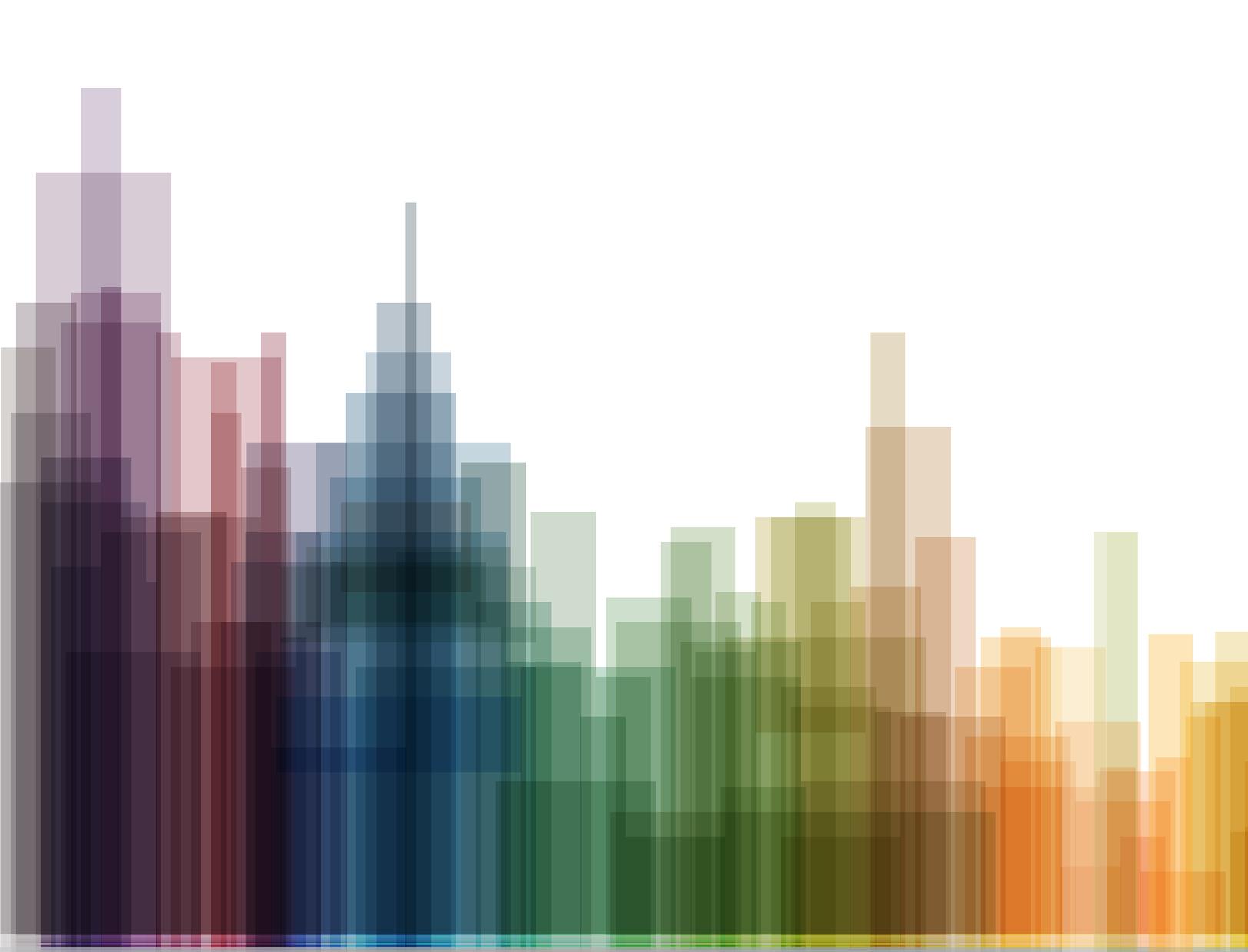
DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

Numéro mensuel 10 | Septembre 2019



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

GRUPE AFRIQUE II



SOMMAIRE

L'éditorial	1
La conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD).....	2
Partenariat Union Européenne – Union Africaine (UE-UA)	4
Forum pour la coopération sino-africaine (FOCAC)	5
La Chine, l'Union Européenne, et les États-Unis sont-ils en compétition en Afrique ?.....	9
Forum Investir en Afrique (FIA)	11
Interview de M ^{me} Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA BABARAS, Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration	
Relations du Bureau avec nos pays	17
République du Congo.....	17
République Démocratique du Congo	20
Tchad.....	22
Côte d'Ivoire.....	24
Projets approuvés par le Conseil d'administration de la Banque mondiale.....	28



Jean-Claude TCHATCHOUANG

L'ÉDITORIAL

Quelle valeur pour les sommets pays développés Afrique ?

Contrairement au début des années 1990, où l'Afrique se sentait « marginalisée » par la communauté internationale et qu'un phénomène d'« essoufflement de l'aide » émergeait au sortir de la guerre froide, on assiste aujourd'hui à un regain d'intérêt pour le continent africain comme en témoigne la multiplication des sommets entre les pays développés et l'Afrique. Tout commence avec la conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD) en 1993, puis le partenariat UE-Afrique et le forum pour la coopération sino-africaine (FOCAC) en 2000 et j'en passe.

Ces sommets sont souvent considérés à tort comme des occasions juste pour prendre des photos et faire des annonces qui se matérialisent difficilement. A l'analyse, il s'avère que ces sommets favorisent une interaction régulière entre les gouvernements africains et leurs partenaires au développement, les entreprises, la société civile et les autres parties intéressées à différents niveaux. Les sommets signalent également une priorité politique claire des gouvernements participants. En conséquence, ils constituent un moyen important de promouvoir les intérêts nationaux.

Par exemple, au cours de six sommets Afrique-UE (le dernier en date ayant eu lieu en Côte d'Ivoire en novembre 2017), les dirigeants européens et africains ont abordé un certain nombre de questions telles que le commerce, les migrations, la paix et la sécurité et l'innovation technologique. Le sommet a également rassemblé des dirigeants de la société civile, des entreprises, des jeunes et des femmes entrepreneurs.

Les résultats ont été substantiels : i) L'UE a élaboré une stratégie commerciale qui donne aux entreprises et produits européens un accès préférentiel au marché africain ; ii) En ce qui concerne le problème prioritaire de l'immigration, la Commission européenne va bientôt mettre en place un mécanisme de 5,8 millions de dollars pour améliorer les relations entre les organisations de la diaspora africaine et leur pays d'origine ; iii) Le président sortant de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a déclaré approuver la création d'un « accord de libre-échange de continent à continent entre l'Union européenne et l'Afrique ».

Les sommets avec la Chine suscitent beaucoup de commentaires pas toujours favorables dans la presse. Après un engagement soutenu de haut niveau à partir de l'année 2000, le premier sommet officiel, sous l'appellation « le Forum pour la coopération sino-africaine (FOCAC) », s'est tenu en 2006 à Beijing, où le président Hu JINTAO a promis 5 milliards de dollars de prêts concessionnels à l'Afrique. Au cours des six sommets suivants du FOCAC auxquels pratiquement tous les chefs d'État africains ont participé, la Chine est devenue le plus grand partenaire commercial de l'Afrique et, lors de chacun des deux derniers sommets,

le président chinois Xi JINPING a promis un financement de 60 milliards de dollars.

Les États-Unis ont organisé leur première conférence ministérielle en 1999, lorsque l'ancienne secrétaire d'État, Madeleine Albright, et neuf hauts fonctionnaires du cabinet américain ont réuni 180 ministres de 43 pays africains pour débattre d'un « Partenariat pour le 21^e siècle ». Plusieurs réunions ont suivi ultérieurement. Le seul sommet a eu lieu en 2014, lorsque l'ancien président Barack Obama avait accueilli les dirigeants de 50 États africains, générant pour 14 milliards de dollars d'engagements de la part d'entreprises américaines à investir en Afrique.

Ce numéro du bulletin est consacré aux sommets pays développés Afrique. Nous avons résumé pour vous les résultats des TICAD, des FOCAC, des partenariats Europe-Afrique, et la « compétition » qui se profile entre ces grandes puissances sur notre continent.

Vous trouverez aussi dans ce numéro le compte rendu du cinquième Forum Investir en Afrique (FIA) et l'interview de M^{me} Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA BABAKAS, Ministre du Plan, de la Statistique et de l'intégration régionale de la République du Congo.

Bonne lecture.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE TOKYO SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (TICAD)

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (en anglais *Tokyo International Conference on African Development - TICAD*) est une initiative lancée en 1993 par le Gouvernement du Japon, avec la participation du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique de l'Organisation des Nations unies, du PNUD et, depuis 2000, de la Banque mondiale, afin de promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs partenaires dans le domaine du développement.

TICAD VII

La TICAD 7 a eu lieu à Yokohama du 28 au 30 août 2019. Le thème de cette édition était « Faire progresser le développement de l'Afrique en recourant aux peuples, à la technologie et l'innovation ».

Les actions se sont concentrées autour de trois domaines prioritaires suivants:

- Encourager la croissance économique ;
- Assurer la « Sécurité humaine » et la consolidation de la paix ; et
- Traiter des questions de l'environnement et du changement climatique.

Plus de 10000 personnes y ont participé, dont 42 chefs d'État ou de Gouvernement africain. La promotion des entreprises était au centre de la TICAD7. Le Premier Ministre ABE a annoncé que le Gouvernement du Japon fera tout son possible pour que les investissements privés japonais en Afrique, qui valaient 20 milliards de dollars au cours des trois dernières années, s'accroissent davantage.

Les autres TICAD

TICAD I (1993)

Au début des années 1990, l'Afrique s'est retrouvée « marginalisée » tandis qu'un phénomène d'« essoufflement de l'aide » émergeait au sortir de la guerre froide. Afin de recentrer l'attention de la communauté internationale sur l'importance et l'urgence des questions liées au développement de l'Afrique, le Japon a joué un rôle moteur sur la scène mondiale en organisant la première TICAD en 1993.

La TICAD I, en 1993, a réussi à mobiliser l'intérêt de la communauté internationale pour l'importance du développement de l'Afrique, en déclarant qu'il ne pouvait y avoir ni paix ni développement mondial sans l'Afrique. Tout en généralisant l'adoption des concepts d'appropriation et de partenariat au niveau de la communauté internationale, cette conférence a aussi indiqué l'importance pour les pays d'Afrique, de s'inspirer de l'expérience des pays d'Asie en matière de développement.

De plus, le Japon a promu et soutenu la coopération Asie-Afrique, thème soulevé lors de la TICAD I, à travers, entre autres, les points suivants : le renforcement de la coopération entre les pays d'Afrique et leurs partenaires, la réaffirmation de l'intégration et de la coopération régionales adoptées par le Plan d'action de Lagos (1980), les Forums Asie-Afrique (Bandung (1994) et Bangkok (1997)), les ateliers pour l'Afrique anglophone et l'Afrique francophone.

TICAD II (1998)

L'année 1998 de la TICAD II a été celle de la crise financière mondiale, et, en cette période où l'attention internationale se portait sur l'Asie ou les autres régions sérieusement touchées par la crise, la TICAD II a contribué à souligner l'importance de l'appui de la communauté internationale au développement de l'Afrique.

C'est sur la base de la « Nouvelle stratégie de développement » de l'OCDE où les concepts d'« appropriation » et de « partenariat » furent mis en exergue qu'a été tenue la TICAD II en 1998 ; depuis, « appropriation » et « partenariat » sont devenus les deux concepts de base du processus de la TICAD.

La TICAD II diffère quelque peu des autres TICAD du fait que les thèmes fixés sont les « approches » et les « thèmes transversaux ». La raison pour laquelle le thème « approches » a été choisi est probablement due au fait que des approches nouvelles tel le panier de fonds, visant à l'harmonisation de l'aide au niveau sectoriel entre gouvernements des pays en développement et ceux des pays donateurs, au moyen du Programme d'investissement sectoriel (PIS), étaient débattues en ce temps, dans le cadre du Programme spécial d'assistance (PSA), ce dernier ayant alors un impact important sur le développement de l'Afrique. Le PIS fait l'objet d'une mention dans le Programme d'action de Tokyo de la TICAD II, et la remarque « il est nécessaire d'améliorer les procédés et les mécanismes d'harmonisation au niveau du terrain » est le reflet de l'influence du PIS.

De plus, le Programme d'action de Tokyo indique clairement les politiques et actions prioritaires, avec des objectifs chiffrés, et définit concrètement les initiatives à prendre, avec une « liste d'exemples ».

TICAD III (2003)

La TICAD III, tenue en 2003, a non seulement enregistré la participation de nombreux chefs d'État et dirigeants africains, mais également de nombreux participants de pays européens

et asiatiques, de niveau ministériel. La TICAD, avec ses 10 années de processus, a laissé l'impression d'être devenue un forum international de discussions sur les problèmes du développement de l'Afrique. Lors de la conférence, les politiques d'aide à l'Afrique par la TICAD ont été résumées selon trois axes : un développement centré sur la personne, la réduction de la pauvreté par la croissance économique, et la consolidation de la paix. De plus, la sécurité humaine, qui est un des principaux piliers de la politique étrangère japonaise, a été intégrée à la Déclaration commémorative du dixième anniversaire de la TICAD.

TICAD IV (2008)

La TICAD IV, tenue en 2008, a eu pour enjeu l'accélération de la croissance économique, l'assurance de la sécurité humaine (l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le développement, la consolidation de la paix et la bonne gouvernance), la recherche de solutions aux questions de l'environnement et des changements climatiques. La conférence a eu pour résultat la conclusion de la « Déclaration de Yokohama » et du « Plan d'action de Yokohama », et a établi un carnet de route sur les moyens concrets par lesquels le processus de la TICAD allait soutenir la croissance et le développement de l'Afrique pour les 5 années à suivre. Le Plan d'action de Yokohama, qui indique les mesures à mettre en œuvre pour les 5 prochaines années, a la particularité de saisir de manière globale les missions pour le développement de l'Afrique, et d'adopter une approche donnant la priorité aux actions. De plus, un suivi annuel fut aussi établi, avec divulgation publique des résultats obtenus. C'est dans cette globalité et dans l'introduction de ces mécanismes de suivi que la TICAD IV diffère grandement des TICAD précédentes.

TICAD V (2013)

La TICAD V se tient à un moment où l'Afrique bénéficie d'une croissance économique remarquable. Cependant, l'Afrique fait toujours face à des défis tels que : i) une forte dépendance vis-à-vis du cours des matières premières ; et ii) une augmentation des disparités de revenu ; des conflits récurrents et l'instabilité. Le thème de cette édition était : « Main dans la main avec une Afrique plus dynamique ». Les principaux messages de la TICAD V comme détaillés dans la version finale de la Déclaration de Yokohama 2013 et du Plan d'action de Yokohama 2013-2017 sont les suivants :

- Porter une attention particulière aux partenariats public-privé (PPP) et au rôle du secteur privé ;

- Domaines prioritaires : 1) les infrastructures ; 2) l'agriculture ; et 3) le développement des ressources humaines ;
- Promouvoir la sécurité humaine, renforcer l'autonomisation des femmes et des jeunes, faire preuve de leadership dans l'établissement du Programme de développement pour l'après-2015 (santé, éducation, sécurité alimentaire, réduction des désastres naturels, etc.) ;
- Soutenir les initiatives de l'Afrique en faveur de la paix et de la stabilité.

TICAD VI (2016)

En août 2016, la TICAD VI s'est tenue pour la première fois en Afrique à Nairobi, au Kenya. S.E.M. Shinzo ABE, Premier Ministre du Japon y a assisté en tant que Co-président. Elle s'est conclue par la Déclaration de Nairobi qui définit les domaines d'engagement tels que la promotion de la

diversification économique et de l'industrialisation avec un accent sur l'agriculture, l'innovation et l'économie portée par les TIC, les infrastructures de qualité, le secteur privé et le développement des compétences.

Compte tenu de la maladie à virus Ébola et autres crises de santé publique, il a été décidé de renforcer les systèmes de santé en Afrique et d'accorder une attention particulière au renforcement de la prévention et de la préparation aux pandémies, notamment en mobilisant des ressources financières par le biais des organisations internationales.

Le Japon et les États africains se sont mis d'accord sur un plan triennal portant sur la collaboration en matière de consolidation de la paix, de sécurité transfrontalière et de prévention de l'extrémisme violent, ainsi que sur les questions liées aux changements climatiques. La Déclaration de Nairobi appelle également à la coopération régionale, continentale et internationale sur un large éventail de questions.

PARTENARIAT UNION EUROPÉENNE – UNION AFRICAINE (UE-UA)

Les Sommets de chefs d'État et de gouvernement entre l'Afrique et l'Europe ont traditionnellement lieu tous les trois ans, en Afrique et en Europe, en alternance. Ces sommets examinent les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements et fournissent des orientations politiques pour les travaux futurs.

Sommet UA-UE 2017

Le 5^{ème} Sommet Union africaine-Union européenne s'est tenu le 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le thème central était « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable ». Lors de ce Sommet, les dirigeants africains et européens ont rencontré le Président du Conseil européen, le Président de la Commission européenne, le Président de l'union africaine, et le Président de la Commission de l'Union africaine. Ensemble, ils ont adopté une déclaration conjointe qui identifie les priorités communes pour l'avenir du Partenariat Afrique-UE, notamment :

- L'investissement dans le capital humain grâce à l'éducation, la science, la technologie et le développement des compétences ;

- Le renforcement de la résilience, la paix, la sécurité et la gouvernance ;
- La mobiliser les investissements pour une transformation structurelle et durable de l'Afrique.

Les dirigeants de l'UE et de l'UA ont également adopté une déclaration conjointe sur la situation des migrants en Libye, condamnant les traitements inhumains infligés aux migrants et réfugiés par des groupes criminels.

Sommets précédents

1^{er} Sommet Afrique-Europe : Le Caire, Égypte, (2000)

Le 1^{er} Sommet Afrique-Europe s'est tenu au Caire, les 3 et 4 avril 2000, sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'UE. C'était la première rencontre au niveau continental entre les dirigeants européens et africains. Par l'adoption de la Déclaration du Caire et son Programme d'action, les dirigeants ont exprimé leur engagement à coopérer pour donner une nouvelle dimension stratégique au partenariat mondial entre l'Afrique et l'Europe, dans un esprit d'égalité, de respect, d'alliance et de coopération.

2^{ème} Sommet UE - Afrique, Lisbonne, Portugal (2007)

Le 2^{ème} Sommet UE-Afrique s'est tenu à Lisbonne le 9 décembre 2007. Les chefs d'État et de gouvernement d'Afrique et de l'UE ont adopté la toute première Stratégie commune Afrique-UE et un Programme d'action pour 2008–2010, dans le but d'instaurer une égalité nouvelle dans les relations entre l'Afrique et l'UE afin de répondre ensemble aux défis et aux opportunités d'intérêt commun.

3^{ème} Sommet UE - Afrique, novembre 2010, Tripoli, Libye

Le 3^{ème} Sommet UE-Afrique s'est tenu les 29 et 30 novembre à Tripoli, en Libye. Les chefs d'État et de gouvernement d'Afrique et de l'UE ont adopté la « Déclaration de Tripoli », et un Programme d'action pour 2011–2013, s'engageant (à nouveau)

à saisir de nouvelles occasions pour des initiatives plus vastes et mutuellement bénéfiques. La déclaration reflétait la détermination à progresser dans les domaines de coopération jugés prioritaires et pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en Afrique.

4^{ème} Sommet UE - Afrique, avril 2014, Bruxelles, Belgique

Le 4^{ème} Sommet UE-Afrique s'est tenu les 2 et 3 avril 2014 à Bruxelles (Belgique), et il avait pour thème « Investir dans les gens, la prospérité et la paix ». Les chefs d'État et de gouvernement d'Afrique et de l'UE ont adopté la « Déclaration de Bruxelles » et une feuille de route pour 2014–2017, avec l'objectif de répondre aux défis communs et d'apporter des avantages concrets aux citoyens des deux continents, en vertu de la stratégie commune Afrique-UE (JAES).

FORUM POUR LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE (FOCAC)

Le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) est un forum de discussion pour une plus grande coopération économique entre la Chine et l'Afrique. Le FOCAC a été créé en 2000 et a lieu tous les trois ans.

Au cours des 19 dernières années, les réalisations tangibles ont été obtenues dans les secteurs de la politique, de l'économie, des échanges interpersonnels entre la Chine et l'Afrique, en particulier après le Sommet de Johannesburg du FOCAC en 2015.

Le volume commercial entre la Chine et l'Afrique a été multiplié par 17 entre 2000 et 2017 et les investissements de la Chine en Afrique ont également considérablement augmenté.

Un nombre de grands projets d'infrastructures aidés par la Chine, tels que le chemin de fer Éthiopie-Djibouti, le chemin de fer à écartement normal du Kenya, entre Mombasa et Nairobi, sont des exemples des avantages tangibles apportés par la coopération sino-africaine.

Les plans de coopération annoncés durant les précédentes conférences du FOCAC et l'application efficace de ces plans ont fortement stimulé le développement économique et social en Afrique, gagnant la reconnaissance des peuples africains et de la communauté internationale.

FOCAC 2000

Date : 12–14 octobre 2000

Lieu : Pékin, Chine

Participants : Chine, 44 pays africains, 17 organisations

La clarté des relations entre l'Afrique et la Chine en général et la politique de la Chine à l'égard de l'Afrique ont pris forme à partir d'octobre 2000, lorsque la première réunion ministérielle du FOCAC s'est tenue à Beijing. Les dirigeants chinois, les anciens présidents Jiang ZEMIN, le vice-président de l'époque, Hu JINTAO et le Premier ministre Zhu RONJI ont qualifié l'événement de « premier rassemblement de ce genre dans l'histoire des relations sino-africaines », à l'aube du nouveau siècle. Pour une séance inaugurale, la partie africaine a eu un spectacle appréciable: le président de la République du Togo, Eyadema GNASSINGBE (maintenant décédé), le président de la République algérienne populaire démocratique, Abdelaziz BOUTEFLIKA, le président de la République de Zambie, Frederic CHILUBA (maintenant décédé), Le président Benjamin William MKAPA (retraité) de la République-Unie de Tanzanie, puis le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (transformé en Union africaine en 2001), Dr. Salim Ahmed Salim.

En effet, la « Déclaration de Beijing » issue de cette conférence inaugurale est celle qui a créé le FOCAC. Les parties africaine et chinoise se sont engagées dans le cadre du FOCAC pour un « dialogue sur la base de l'égalité et du bénéfice mutuel et pour rechercher la paix et le développement avec des objectifs communs ».

Outre les facteurs altruistes et pragmatiques pour lesquels le FOCAC a été créé, une analyse indépendante en révèle les raisons sous-jacentes qui ont motivé sa formation. Pour commencer, le FOCAC a vu le jour en 2000, au tournant du millénaire. Le terme « mondialisation » était omniprésent à ce moment-là, certains suggérant que le principe sous-jacent était un remplacement de la géopolitique de la guerre froide. Le FOCAC peut donc être considéré comme la réponse de la Chine (et secondairement de l'Afrique) aux changements tectoniques dans le monde - réels et anticipés.

Loin des intérêts de l'Afrique et de la Chine, la conférence inaugurale a déploré le « fossé énorme qui sépare les riches du Nord et les pauvres du Sud » et a critiqué « le lourd fardeau de la dette qui (avait) entravé les efforts de développement des pays africains et appauvri leurs économies ».

La plainte relative à « l'injustice et les inégalités dans le système international », incompatible avec les tendances de l'époque, était une question politique étroitement liée. Sur cette base, le FOCAC a proposé de faire pression pour que l'Afrique obtienne un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi que d'autres institutions économiques et financières supranationales.

FOCAC 2003

Date : 15-16 décembre 2003

Lieu : Addis Abeba, Éthiopie

Participants : Chine, 44 pays africains, UA etc.

Si le FOCAC inaugural semblait mettre à l'épreuve les choses, le deuxième événement, qui s'est tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) en décembre 2003, a mis en confiance la forme et la substance du mécanisme. La tenue de la conférence sur le continent africain a permis de démontrer la propriété commune du FOCAC. En outre, Addis-Abeba est le siège de l'Union africaine et la tenue de la conférence a donc été empreinte de symbolisme.

Le deuxième FOCAC a eu lieu à l'ère de la quatrième génération de dirigeants chinois ; Hu JINTAO (président) et Wen JIABAO (premier ministre). Des représentants de 44 pays africains, dont six présidents africains, étaient présents, ce qui indique une nouvelle fois l'adhésion des dirigeants africains. La

présence de représentants de l'ONU et d'autres organisations internationales ainsi que d'organisations régionales africaines en tant qu'observateurs est un signe supplémentaire de confiance dans le mécanisme. En outre, le thème de 2003 semblait viser des points d'action en plus de la rhétorique de solidarité : de la proposition en quatre points, le Premier ministre Wen a mis l'accent sur la démocratisation du système international (euphémisme pour un siège du CSNU pour l'Afrique) et exprimé sa préoccupation quant aux défis de la mondialisation.

Le plan d'action de 2003 du FOCAC (pour la période 2003-2006) était plus vaste que le plan initial, avec notamment : formation de 10 000 membres du personnel africain dans différents domaines ; l'ouverture des marchés chinois des produits de base et l'octroi d'un accès en franchise de droits de douane à certains produits des PMA africains ; l'attribution du statut de destination touristique approuvée à 8 pays africains et le parrainage d'une série d'activités pour les jeunes et la culture.

Les médias n'ont pas été capturés lors de la réunion du FOCAC en 2003. Cependant, il semblerait que 2005 (qui faisait partie de la période triennale du FOCAC 2003-2006) ait marqué le début de l'invitation de journalistes africains en Chine pour une formation à court et à long terme.

FOCAC 2006

Date : 4-5 novembre 2006

Lieu : Pékin, Chine

Participants : Chine, 48 pays africains, etc.

La troisième conférence ministérielle, convoquée à Beijing en novembre 2006, était en réalité un sommet de dirigeants mis à niveau en tant que président accueillant 48 présidents et chefs de gouvernement africains. Jamais auparavant un nombre aussi élevé de dirigeants africains ne s'était réuni à un seul endroit en dehors de l'Afrique, sauf à l'assemblée générale des Nations Unies. Comme elle a coïncidé avec l'ouverture, en 1956, de la première mission diplomatique chinoise en Afrique (Égypte), elle a également été surnommée le cinquantième anniversaire des relations diplomatiques entre l'Afrique et la Chine. Les érudits semblent faire le lien entre l'intensité des visites de haut niveau en Afrique des dirigeants chinois, notamment l'ancien président Hu JINTAO et le Premier ministre Wen JIABAO avant le troisième FOCAC comme amorce stratégique des relations. La Chine a en effet déclaré 2006 Année africaine. Plus tôt dans l'année, la politique africaine de la Chine, document fondamental résumant les

programmes du FOCAC et reprenant ses principes sous-jacents, avait été publiée. Il s'est distingué comme « le plus haut niveau et la plus grande réunion entre les dirigeants chinois et africains depuis l'ouverture des relations diplomatiques dans les années 1950 ». Elle aurait « confirmé le nouveau partenariat stratégique de la Chine avec l'Afrique et le rôle de la Chine en tant que puissance mondiale sur le continent ».

Comme pour les deux précédents FOCAC, de nombreuses promesses ont été faites pour la période 2007-2009. L'engagement pris par la Chine de construire et de donner un siège de l'Union africaine à Addis-Abeba a une valeur symbolique. Le gratte-ciel de 200 millions de dollars américains a été achevé et remis à l'UA en janvier 2012.

La création du Fonds Chine-Afrique pour le développement, avec une promesse que sa capitalisation atteindrait 5 milliards de dollars d'ici peu, a été une autre promesse ayant d'importantes répercussions. Il a été conçu comme un fonds destiné à aider les entreprises chinoises à s'implanter en Afrique. L'engagement pris par la Chine de construire 30 hôpitaux, de fournir des médicaments antipaludiques et des centres de traitement du paludisme semble également avoir eu un impact puissant sur la diplomatie publique, en déclenchant la rédaction de plusieurs ouvrages par des chercheurs Afrique-Chine.

Les technologies de l'information et de la communication ont été identifiées comme un domaine de collaboration, en particulier pour aider les pays africains à réduire la fracture numérique et à adhérer à l'éthique d'une société de l'information.

C'est lors de la conférence FOCAC 2006 que des plans d'action concernant les médias ont été élaborés de la sorte :

Soutien et encouragement à un plus grand nombre de reportages (positifs) et à une meilleure couverture par les médias, assistance mutuelle et facilitation mutuelle des agences de presse pour l'envoi de correspondants résidents et non-résidents aux reportages, l'organisation d'ateliers et de formations pour les correspondants africains et l'invitation des chefs d'autorités de presse et de groupes de médias, ainsi que de correspondants d'Afrique en Chine, qui souhaitent échanger des points de vue, couvrir les actualités et explorer les moyens de mener une coopération efficace.

FOCAC 2009

Date : 8-9 novembre 2009

Lieu : Charma el-Cheikh, Égypte

Participants : Chine, 49 pays africains, UA, etc.

La quatrième conférence s'est tenue à Charm el-Cheikh, en Égypte, fin 2009, au plus fort de la crise financière mondiale. Plutôt que d'être un facteur entièrement négatif, la crise financière a fourni une opportunité à la Chine face à des institutions financières occidentales et mondiales largement handicapées, de répondre aux besoins financiers de l'Afrique.

Il a été reconnu que « le volume des échanges (entre la Chine et l'Afrique) avait chuté à 91,07 milliards de dollars EU en 2009 en raison de la crise financière internationale (mais) la Chine (était) devenue le plus grand partenaire commercial de l'Afrique (dépassant les États-Unis) en 2009 pour la première fois.

En Égypte, les États africains voient la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique intégrer le vaste éventail de domaines de coopération sino-africain. La Chine y déclare également soutenir ses partenaires dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

FOCAC 2012

Date : jeudi 19 juillet 2012

Lieu : Pékin.

Participants : Chine, 50 pays africains, UA, etc.

La cinquième conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) s'est conclue par des appels en faveur d'une coopération accrue entre l'Afrique et la Chine, ainsi que d'un renforcement de la coopération Sud-Sud afin de garantir le respect des engagements internationaux et leur mise en œuvre adéquate pour assurer le développement.

Tenue à Beijing (Chine) du 19 au 20 juillet 2012, la Conférence a adopté le Plan d'action de Beijing (2013-2015), qui décrit les moyens d'améliorer la coopération sino-africaine. Les étapes énoncées dans le plan comprennent le renforcement des relations avec l'Union africaine (UA) et la mise en œuvre de mesures d'appui à l'intégration régionale et au développement durable par l'intermédiaire de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le plan souligne la nécessité de donner la priorité à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans les efforts de coopération par

le renforcement des capacités, le transfert de technologie, les investissements directs étrangers et un meilleur accès aux marchés. Il examine également la nécessité de créer un forum énergétique Chine-Afrique et de renforcer les capacités d'amélioration de la production d'énergie et d'utilisation efficace des ressources.

Au cours de la cinquième conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), la Chine a non seulement dépassé toutes les attentes en promettant une ligne de crédit stupéfiante de 20 milliards de dollars, soit le double du montant promis lors de la dernière conférence du FOCAC en 2009, mais elle a également ouvert de nouvelles perspectives de coopération se traduisant par une marque plus profonde et plus constructive d'engagement.

FOCAC 2015

Date : 3 au 5 décembre 2015

Lieu : Johannesburg

Participants ; Chine, 50 États d'Afrique

À Johannesburg, la Chine a publié sa deuxième feuille de route pour l'Afrique. Un document qui reprend en cinq parties et dix programmes les principales orientations de sa politique africaine pour les dix prochaines années.

L'enveloppe de 60 milliards de dollars annoncée par le président Xi Jinping dès l'ouverture du forum a marqué les esprits. La somme est trois fois supérieure aux aides promises lors du précédent sommet en 2012.

La Chine a mis en avant son projet des « trois réseaux d'infrastructures et industrialisation. Un gigantesque projet qui mêle réseau ferroviaire à grande vitesse, réseau autoroutier et réseau d'aviation régional ». Les exemples récents sont légion : 12 milliards de dollars pour la construction par CRCC d'une voie ferrée au Nigeria ; 10 milliards de dollars financés par l'Eximbank pour relier le port de Mombasa à Nairobi. Le coût du fret pourrait ainsi être divisé par trois au Kenya et au Nigeria, 200 000 emplois pourraient être créés.

Mais les infrastructures ne sont pas les seuls piliers de la Chinafrique : dix programmes de coopération sur trois ans ont été annoncés à Johannesburg dans les domaines de l'agriculture, de l'industrialisation, de la réduction de la pauvreté, de la santé, de la culture, de la sécurité, de la protection de la nature ou encore du développement vert.

FOCAC 2018

Date : septembre 2018

Lieu : Pékin

Participants : Chine, 50 États d'Afrique, UA, etc.

En septembre 2018, le Sommet de Beijing et la 7^{ème} Conférence ministérielle du Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA) se sont tenus avec succès à Beijing. Le Président chinois Xi JINPING a annoncé la mise en œuvre des « Huit Initiatives majeures » avec l'Afrique que sont l'initiative pour la promotion industrielle, l'initiative pour l'interconnexion des infrastructures, l'initiative pour la facilitation du commerce, l'initiative pour le développement vert, l'initiative pour le renforcement des capacités, l'initiative pour la santé, l'initiative pour les échanges humains et culturels, et l'initiative pour la paix et la sécurité, dressant ainsi de belles perspectives pour le développement des relations sino-africaines et inscrivant des chapitres grandioses dans les annales de la coopération sino-africaine dans la nouvelle ère.

Les « Huit Initiatives majeures » sont conçues à l'issue de larges consultations en profondeur des différents milieux des parties chinoise et africaine conformément au principe de « sincérité, pragmatisme, amitié et franchise » et à la juste conception de la justice et des intérêts. Autour du thème du Sommet de Beijing, à savoir, « La Chine et l'Afrique : construire une communauté de destin encore plus solide par la coopération gagnant-gagnant », les « Huit Initiatives majeures » visent à associer la construction de « la Ceinture et la Route » et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, l'Agenda 2063 de l'UA et des stratégies de développement des pays africains, et mettront l'accent sur le renforcement des capacités de développement endogène afin de permettre à la coopération sino-africaine d'accéder à des niveaux encore plus élevés grâce aux concepts et modes de coopération innovés.

LA CHINE, L'UNION EUROPÉENNE, ET LES ÉTATS-UNIS SONT-ILS EN COMPÉTITION EN AFRIQUE ?

Compte tenu de l'évolution récente de l'économie mondiale, en particulier de la politique « *America First* » de l'administration Trump et du gouvernement Trump, il est utile d'évaluer comment les trois plus grands partenaires commerciaux de l'Afrique - la Chine, l'Union européenne et les États-Unis - sont susceptibles d'avoir une incidence sur la région en ce qui concerne les tendances du commerce et de l'investissement.

Chine – Un saut en avant

L'histoire de la Chine en Afrique est peut-être de plus en plus familière, mais sa complexité ne saurait être exagérée. Alors que la croissance intérieure de la Chine commençait à s'accélérer à la fin du siècle dernier, la demande de ressources naturelles et la création d'emplois ont obligé la Chine à chercher des marchés à l'étranger. L'Afrique était un partenaire volontaire, en raison de son abondance de produits de base et de son besoin de développement d'infrastructures.

Le rôle de la Chine sur le continent africain a été défini par le financement de plus de 3 000 projets d'infrastructure, en grande partie critiques, selon le projet *AidData*. La Chine a consenti plus de 86 milliards de dollars de prêts commerciaux aux gouvernements africains et à des entités appartenant à l'État entre 2000 et 2014, soit une moyenne d'environ 6 milliards de dollars par an. En 2015, lors du sixième Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), le Président Xi Jinping a promis 60 milliards de dollars de prêts commerciaux à la région, ce qui porterait les prêts à au moins 20 milliards de dollars par an si cette promesse était remplie.

En conséquence, selon *Foresight Africa 2018*, la Chine est devenue le principal créancier de la région, représentant 14 % du stock total de la dette de l'Afrique subsaharienne. Au Kenya, par exemple, le volume des prêts chinois au gouvernement est six fois plus important que celui de la France, deuxième créancier du pays. Le FOCAC qui se tiendra à Beijing plus tard cette année devrait poursuivre cette tendance à l'octroi de prêts commerciaux pour des projets d'infrastructure.

Alors que le niveau des investissements directs étrangers (IDE) en Chine est relativement faible, représentant un peu plus de 5 % du total des entrées d'IDE dans la région en 2015, les échanges bilatéraux ont été multipliés par 40 au cours des 20 dernières

années et dépassent maintenant les 200 milliards de dollars. Plus récemment, l'investissement privé chinois a connu une poussée fulgurante, associée à un engagement continu mais plus limité de la part de l'État. Une étude menée en 2017 par McKinsey indique qu'il existe aujourd'hui plus de 10 000 entreprises sous contrôle chinois en Afrique, dont environ un tiers dans le secteur manufacturier. L'universitaire français Thierry PAIRAULT souligne notamment que la très grande majorité de ces entreprises sont des micro et petites entreprises. McKinsey indique également que les investissements chinois en Afrique contribuent de plus en plus à la création d'emplois, au développement des compétences et au transfert de nouvelles technologies, pratiques plus généralement associées aux normes commerciales occidentales.

Alors que la Chine s'emploie à mettre en œuvre l'Initiative « Ceinture et routes », le plus vaste programme de travaux publics de l'histoire, la question des emprunts commerciaux de la Chine et de la dette contractée par les gouvernements africains va probablement augmenter en tant que problème de politique publique. Il est possible de limiter les conséquences négatives de ces prêts : la Chine devrait envisager de passer à un modèle de financement mixte, reposant sur des sources de financement occidentales et chinoises, afin de soutenir les projets d'infrastructure dont l'Afrique avait grand besoin. En outre, l'Afrique gagnerait à ce que la Chine ouvre plus activement ses offres à la concurrence internationale, au lieu de lier les prêts commerciaux à l'utilisation exclusive d'entreprises et de matériaux chinois dans des conditions souvent opaques. Une plus grande partie des dons, par opposition à un recours singulier aux prêts commerciaux, même à des taux concessionnels, serait dans l'intérêt de l'Afrique.

L'Union européenne - S'appuyer sur les avantages historiques

Alors que l'histoire du colonialisme continue de hanter les Africains - voir la vidéo virale du président AKUFO-ADDO déclarant son intention de libérer le Ghana de l'aide tout en partageant une scène avec le président français Macron - en matière de commerce, la langue, les connaissances locales et les liens historiques comptent.

Le lancement du partenariat stratégique Afrique-UE et le premier sommet jamais organisé entre les 27 membres de l'UE et les 54 pays africains en 2007 semblent s'être effondrés dans les relations entre les deux régions. En effet, au cours de la dernière décennie, l'UE a travaillé avec beaucoup de succès à la transition vers un modèle de partenariat basé sur un commerce réciproque. Le cinquième sommet UE-Afrique s'est tenu à Abidjan en 2017 dans un contexte dans lequel le commerce bilatéral dépasse 300 milliards de dollars. En association avec le sommet, l'UE s'est engagée à mobiliser plus de 54 milliards de dollars d'investissements « durables » pour l'Afrique d'ici 2020.

L'UE renforce sa position commerciale en Afrique par le biais d'un réseau d'accords de libre-échange, ou accords de partenariat économique (APE), que Bruxelles négocie ou a conclu avec 40 pays africains d'Afrique subsaharienne. Les APE offrent aux entreprises européennes un accès préférentiel aux marchés de la région et libéraliseront environ 80 % des importations sur 20 ans. Les progrès dans la conclusion des APE ne sont pas sans défis. Il n'est pas surprenant que le Nigéria soutienne qu'un APE sape ses stratégies d'industrialisation et que le Brexit compromet la capacité de l'UE de négocier en tant que marché commun.

Une stratégie commerciale globale de l'UE, associée à un secteur privé ayant des liens historiques avec les marchés locaux, ouvre la voie à la poursuite de la croissance et de l'influence des entreprises européennes sur le marché africain. En outre, l'UE est bien placée pour partager les enseignements tirés de ses décennies d'expérience en matière d'intégration économique régionale, d'autant que l'accord de libre-échange continental a été signé par la plupart des membres de l'Union africaine à Kigali le 21 mars.

États-Unis – grandes marques mondiales, mais en retard dans l'aide

Depuis 2000, les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique reposent sur la Loi sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique (AGOA), un accord commercial non réciproque accordant à environ 40 pays un accès en franchise de droits pour environ 6 400 produits aux États-Unis.

L'AGOA a un héritage mixte, étant donné son objectif de développer les marchés d'exportation de l'Afrique plutôt que de nouer des partenariats bilatéraux en matière de commerce et d'investissement. L'AGOA a contribué à intégrer le commerce et les investissements dans le dialogue politique entre les

États-Unis et l'Afrique et a conduit à la création de plus d'un million d'emplois, directement et indirectement, sur le continent. Toutefois, seules environ 300 des gammes de produits disponibles sont utilisées et un nombre relativement restreint de pays - principalement l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Kenya, Maurice et l'Éthiopie - ont profité de l'AGOA pour établir un volume important d'exportations non pétrolières vers les États-Unis. Dans le même temps, la stratégie de libre-échange affirmée de l'UE et la montée en puissance des échanges et des prêts commerciaux de la Chine ont laissé les États-Unis dans le besoin d'une nouvelle stratégie commerciale.

En fait, l'engagement commercial des États-Unis en Afrique s'affaiblit : au cours des cinq dernières années, les exportations des États-Unis vers l'Afrique subsaharienne ont atteint en moyenne 19 milliards de dollars. Le commerce bilatéral est passé de 100 milliards de dollars en 2008 à 39 milliards de dollars en 2017, principalement en raison de l'autosuffisance énergétique des États-Unis.

En outre, les sommets jouent un rôle central dans l'établissement des priorités du gouvernement, notamment en ce qui concerne les objectifs en matière de commerce et d'investissement. Alors que l'administration Obama a organisé le tout premier sommet avec les dirigeants africains en 2014, l'UE a tenu cinq sommets avec l'Afrique et la Chine est sur le point de tenir son septième dialogue avec les chefs d'État.

En effet, l'impact commercial américain en Afrique devrait être plus important qu'il ne l'est. Avec un stock d'investissement étranger direct de 54 milliards de dollars, les États-Unis sont le plus gros investisseur sur le continent. On estime à 600 le nombre de sociétés américaines en Afrique du Sud et à d'autres sur le continent, y compris certaines des plus grandes sociétés américaines. Le modèle commercial américain est le bienvenu sur l'ensemble du continent, compte tenu de la pratique générale des entreprises américaines d'engager et de promouvoir localement, d'investir socialement et de rejeter la corruption, entre autres pratiques.

Il existe d'importants éléments constitutifs qui pourraient renforcer la présence commerciale des États-Unis dans la région.

Entre 2005 et 2017, la US Millennium Challenge Corporation (MCC) a investi plus de 6,5 milliards de dollars dans 14 pays d'Afrique subsaharienne dans le cadre de contrats conclus ou en cours dans les secteurs de l'infrastructure, de la santé, de l'éducation et autres. Ces pactes sont conçus pour stimuler les investissements dans des projets jugés trop risqués pour le secteur privé, promouvoir la croissance économique et

renforcer l'intégration économique régionale en Afrique. Il convient de noter que les investissements de la MCC sont des subventions mises en œuvre au moyen d'appels d'offres ouverts. Même si un modèle d'appel d'offres concurrentiel est un élément essentiel de l'engagement de l'agence vis-à-vis des meilleures pratiques internationales, trouver plus de moyens de faire participer les entreprises américaines devrait être une priorité pour le MCC.

L'initiative *Power Africa* de l'USAID, à de nombreux égards, est devenue le programme phare des États-Unis sur le continent. Le programme répond à un besoin critique : environ 600 millions de personnes sur le continent ne disposent pas d'un approvisionnement fiable en électricité. Au cours des quatre dernières années, *Power Africa* a développé un modèle transactionnel, basé sur des partenariats publics et privés, qui a permis à 80 projets évalués à plus de 14,5 milliards de dollars, qui sont maintenant en ligne, en construction ou ont atteint leur clôture financière. Plus d'un tiers de ces transactions concernent le secteur privé américain et plus de 10,6 millions d'entreprises et de foyers ont maintenant l'électricité grâce à cette initiative.

Enfin, le mois dernier, le Congrès a présenté la loi BUILD, qui créerait la Société américaine de financement du développement (IDFC) en intégrant des parties de l'USAID à la Société américaine d'investissement outre-mer (OPIC). La nature potentiellement transformatrice de cette législation réside dans le fait que l'IDFC aurait un plafond de crédit de 60 milliards de dollars, soit le double du montant que l'OPIC peut actuellement prêter, et pourrait investir jusqu'à 20 % du capital total d'un projet. Cela rendra les États-Unis plus compétitifs par rapport aux fonds garantis par l'État chinois, qui prennent souvent une position similaire dans leurs projets. Étant donné que l'Afrique représente la plus grande part du portefeuille d'investissements de l'OPIC (27 %), soit 6,2 milliards de dollars, l'IDFC proposé sera probablement un

avantage important pour l'engagement commercial des États-Unis en Afrique.

Le défi pour l'administration Trump est d'élaborer une stratégie commerciale cohérente pour l'Afrique, fondée sur l'AGOA, reposant sur la réciprocité et utilisant les programmes existants pour renforcer la présence commerciale des États-Unis sur le continent. Compte tenu des prétendues remarques désobligeantes du président Trump sur les nations africaines et des tirs brusques du secrétaire d'État Rex TILLERSON lors d'une visite sur le continent, l'administration n'a toujours pas démontré que l'Afrique est une priorité pour les États-Unis. Heureusement, investir en Afrique reste une priorité pour les États-Unis. Congrès.

Les lignes de tendance

La présence commerciale de la Chine sur le continent continuera de croître, soulignant la principale préoccupation selon laquelle le rôle important de la Chine dans la réduction du déficit en infrastructures de l'Afrique pourrait être compensé par sa contribution à un nouvel endettement finalement insoutenable de l'Afrique. L'UE s'emploiera à mettre en œuvre ses relations commerciales, qui offriront aux entreprises européennes des avantages tarifaires concurrentiels. À bien des égards, le Congrès américain dirige la politique américaine en faveur de l'Afrique avec ses nombreuses initiatives législatives très pertinentes. Cependant, tant que l'exécutif n'aura pas assumé le leadership diplomatique et politique, le partenariat États-Unis-Afrique ne réalisera pas son potentiel considérable.

*Traduction de l'article de Witney SHNEIDMAN et Joel WIEGERT
Africa in Focus, Brookings Institution*

Lundi, 16 Avril 2018

FORUM INVESTIR EN AFRIQUE (FIA)

La 5^{ème} édition du Forum Investir en Afrique (FIA5), s'est tenu à Brazzaville, en République du Congo, du 10 au 12 septembre 2019. Cette édition a eu pour objectif d'examiner comment soutenir au mieux la diversification économique et la création d'emplois dans les pays africains ; de faire le point sur les progrès réalisés et de tracer la voie à suivre. À cette occasion, les participants ont partagé

les expériences pertinentes en matière de mobilisation des investissements du secteur privé, parallèlement aux efforts déployés par le secteur public pour stimuler l'activité économique et la création d'emplois. Les deux jours de discussion visaient entre autres à connecter les investisseurs du secteur privé et à fournir les opportunités de réseautage B2B.

Placé sous le thème « Tirer parti des partenariats pour promouvoir la diversification économique et la création d'emplois dans les économies africaines », cette 5^{ème} édition du FIA a été placée sous le haut patronage de son Excellence Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République, Chef de l'État congolais en présence des Chefs d'États Antoine Félix TSHISEKEDI de la République Démocratique du Congo ; Archange TOUADERA de la République Centrafricaine, Paul KAGAME du Rwanda ; João Manuel GONCALVES LOURENCO d'Angola et Macky SALL du Sénégal dont les messages ont fortement résonné pour tous :

Tout d'abord, « c'est le moment de l'Afrique : le continent est prêt à accélérer son développement et il faut que ses partenaires l'accompagnent à mettre en œuvre les priorités qu'il a définies » ;

Ensuite, « l'Afrique ne peut accélérer son développement sans investir dans le capital humain, dans les infrastructures (notamment les routes, l'énergie et la révolution numérique) et dans la préservation de l'environnement » ;

En outre, « l'Afrique s'est résolument engagée à accélérer l'intégration régionale, à tirer profit des opportunités offertes par la nouvelle zone de libre-échange économique continentale et à accroître sa présence dans les chaînes des valeurs mondiales » ;

Enfin, « le secteur privé a un rôle prépondérant à jouer dans la réalisation de toutes ces priorités ».

La cérémonie officielle d'ouverture a été ponctuée par le discours de bienvenue de Madame Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA BABAKAS, Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale de la République du Congo ; le discours de circonstance de M. Jean Jacques BOUYA, Ministre de l'Aménagement du Territoire et Grands Travaux, Président du Comité d'Organisation du Forum ; le discours de M. Xu HONGCAI, Vice-Ministre des Finances de la République Populaire de Chine, celui de M. Liu Jin, Vice-Président exécutif de la Banque Chinoise de Développement, le discours de M. Sergio Pimenta, Vice-Président de la Région Afrique et du Moyen-Orient de la Société financière internationale et celui de M. Moussa Faki MAHAMAT, Président de la Commission de l'Union Africaine. Elle a aussi été marquée par les interventions des Chefs d'États à savoir : João Manuel GONCALVES LOURENCO d'Angola ; Archange TOUADERA de la RCA, Paul KAGAME du Rwanda, Felix Antoine TSHISEKEDI de la RDC, et son Excellence Denis SASSOU NGUESSO du Congo.



Le Président SASSOU NGUESSO lors de son discours au Forum

Cinq sessions en panels de haut niveau ont été organisés autour de trois piliers : i) Développement du capital humain ; ii) Économie Numérique et Innovations ; iii) Partenariats publics-privés.

Session I, Panel 1 : « L'avenir du travail dans une Afrique intégrée et numérisée »

Cette table ronde, sous la modération de M. Albert ZEUFACK, économiste en Chef à la Région Afrique de la Banque mondiale a permis aux participants de discuter des choix et des investissements qui doivent être faits par les décideurs politiques et les partenaires du secteur privé pour ouvrir la voie à la prochaine génération des travailleurs, d'entrepreneurs et d'innovateurs africains pour prospérer.

Panel 2 : Développement du Capital Humain

Au cours de ce panel, les participants ont échangé sous la modération M. Steven SHALITA, Chef d'équipe à la Banque mondiale, sur les domaines où il faudrait investir, non seulement pour combler le fossé dans l'accès aux services de base, mais aussi pour aider les populations à devenir les innovateurs, des entrepreneurs, des leaders et des citoyens autonomes, quel que soit leur niveau de revenu. Ont été aussi examiner dans ce panel les possibilités d'échanges de connaissances et de collaboration entre les pays africains, la Chine et le reste du monde sur les principales réformes institutionnelles, réglementaires et technologiques.

Session II, Panel 3 : Révolution Numérique, innovations et nouvelle économie des services.

Sous la modération de M. Steven SHALITA, les intervenants ont eu à examiner et échanger sur les moyens pour jeter les bases d'une économie numérique prospère y compris les infrastructures et plates formes numériques, les services

financiers numériques, un environnement favorable à l'entrepreneuriat numérique et la question de l'atténuation des risques a été débattue notamment en matière de cybercriminalité, de protection, de confidentialité des données et de concentration des marchés.

Cette première journée a été clôturée par un dîner de bienvenue, offert par le Gouvernement de la République du Congo.

Session III, Panel 4 : Partenariats Publics- Privés (PPP) et climat des affaires.

Sous la modération de Madame Élisabeth TCHOUNGUI, journaliste et productrice, les panélistes se sont penchés sur les opportunités pour les partenariats publics-privés (PPP) dans la construction des infrastructures en Afrique, ainsi que sur la prestation efficace des services publics, elle a permis également de mettre en lumière des exemples de pays africains qui ont créé un environnement propice à l'investissement en entreprenant une série de réformes favorables aux entreprises qui sont nécessaires au succès du partenariat public-privé.

Session IV, Panel 5 : Industrialisation et chaînes de valeur mondiales

Toujours sous la modération d'Élisabeth TCHOUNGUI, les panélistes ont discuté sur des nouvelles stratégies d'industrialisation qui tiennent compte des erreurs passées du continent et des réussites en Asie de l'Est et Asie du Sud, tout en abordant les nouvelles opportunités et défis créés par la quatrième révolution industrielle et par la situation économique mondiale actuelle.

Session V, Panel 6 : Des solutions énergétiques respectueuses du climat

Sous la modération de M. Steven SHALITA, les panélistes ont échangé sur l'expérience de la Chine et d'autres pays en matière de politiques énergétiques respectueuses du climat. Et ont discuté aussi sur les possibilités de la Banque mondiale de tirer parti des investisseurs institutionnels et privés pour transformer le secteur énergétique en Afrique.

À la fin des travaux, plusieurs recommandations ont été adoptées et le Groupe de la Banque mondiale s'est engagée aux côtés de l'Afrique pour l'aider à relever l'ensemble de ces défis. Il s'agit notamment : i) d'appuyer le développement du capital humain à travers des financements dans la santé, l'éducation et la protection sociale en mettant un accent particulier sur

l'autonomisation des femmes et la valorisation des initiatives des jeunes ; ii) de poursuivre l'appui au développement des infrastructures et garantir l'accès universel au numérique, d'accompagner les gouvernements des pays africains dans la mise en œuvre de l'initiative *Lighting Africa* qui permettra à plus de 250 millions de personnes d'accéder à une énergie propre et à faible coût d'ici 2030. Par ailleurs la Banque mondiale a récemment lancé l'initiative dénommée « Energy Storage Partnership » avec plus de 20 institutions, qui offre des solutions pour stocker l'énergie hors réseau et distribuer. Plusieurs autres initiatives sont en cours pour aider le continent à diversifier son économie et favoriser la création des emplois, notamment pour les femmes et les jeunes et ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de l'approche dite « Cascade ».

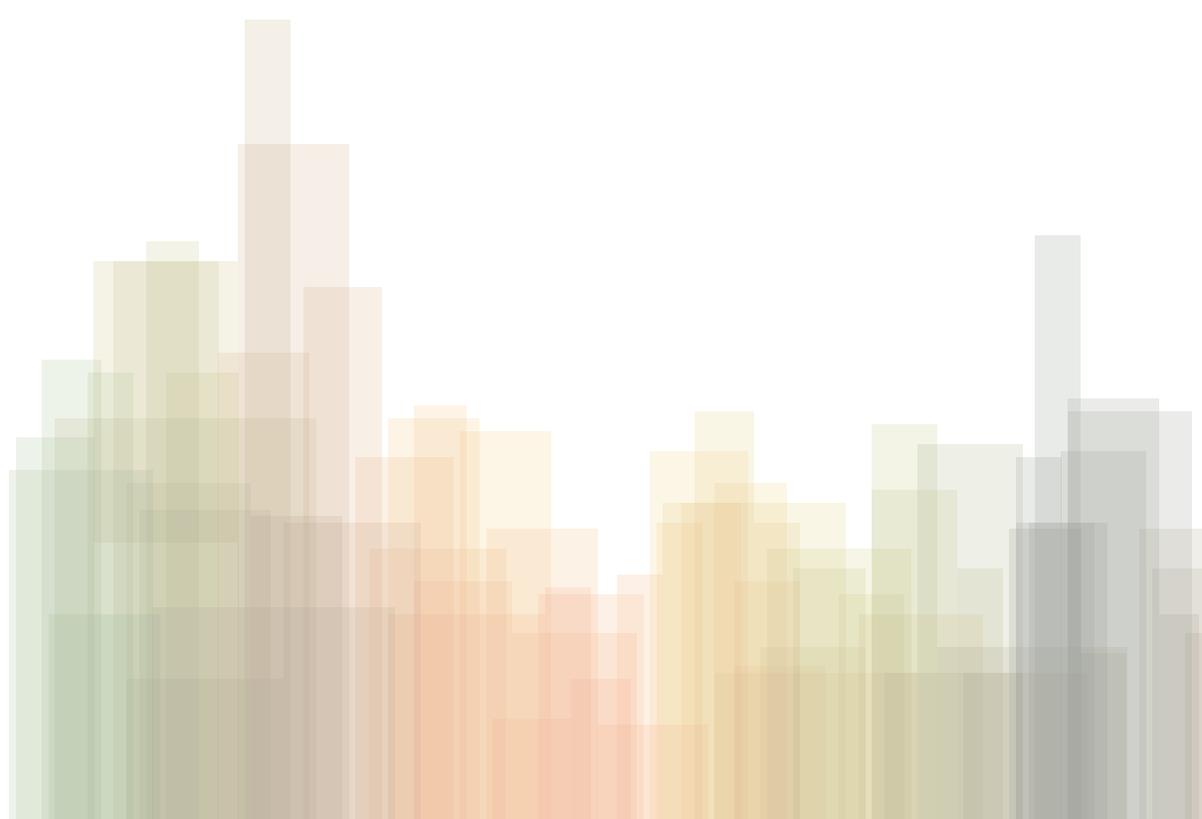
Au terme des travaux, les participants ont vivement remercié son Excellence Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du Congo pour la bonne tenue de la 5^{ème} édition du Forum Investir en Afrique. Ils ont en outre remercié le peuple congolais pour son hospitalité, félicité la Banque mondiale pour la facilitation technique et financière, remercié la Banque chinoise de développement pour son appui.

La cérémonie de clôture a été ponctuée par le discours de M. Xu HONGCAI, Vice-Ministre des Finances de la République populaire de Chine ; de celui de M. Liu JIN, Vice-Président Exécutif de la Banque chinoise de développement; de M. Sergio PIMENTA, Vice-Président pour la région Afrique de la Société financière internationale ; de M. Jean-Claude TCHATCHOUANG, Administrateur du Groupe de la Banque mondiale, et M. Jean Jacque BOUYA, Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, au nom du Gouvernement de la République du Congo. À la fin des travaux, ce dernier et M. Jean Christophe CARRET, Directeur pays à la Banque mondiale pour le Congo, la RDC, la RCA et le Burundi et M. Liu YONG, Économiste en Chef de la Banque chinoise de développement ont animé une conférence de presse afin d'éclairer la lanterne des populations sur les aboutissements de cette 5^{ème} édition et les grands défis à relever.

À l'occasion de cette cérémonie, sept (7) accords ont été signés dont l'accord tripartite de développement des PME des États africains ; l'accord de développement des États de la zone CEMAC signé entre la BDEAC et la Banque chinoise de développement ; le protocole d'accord sur le ciment africain ; l'accord-cadre de coopération pour le développement de l'électricité au Congo ; v) l'accord-cadre de coopération stratégique ; l'accord d'installation de la Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique pour s'installer dans la ZES de Pointe Noire.

À Titre de rappel, le Forum Investir en Afrique (FIA) est une plateforme internationale qui a pour objectifs de promouvoir des coopérations intersectorielles et les opportunités d'investissement en Afrique. Il s'agit d'un rassemblement annuel de plusieurs parties prenantes réunissant des représentants des secteurs privé et public d'Afrique et de

Chine, des institutions internationales et régionales, des partenaires au développement et des groupes de réflexions pour approfondir le dialogue sur les politiques de développement, partager les expériences et discuter sur les opportunités d'affaires dans le but de soutenir les investissements et le développement durable sur le continent.



INTERVIEW DE M^{ME} INGRID OLGA GHISLAINE EBOUKA BABAKAS, MINISTRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO, SUR LA MISE EN PLACE DES PARTENARIATS POUR PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE

Le Bulletin du Bureau de l'Administrateur (BBA) : Madame le Ministre, vous venez de prendre part au 5^{ème} Forum Investir en Afrique (FIA) sur la mise en place des partenariats pour promouvoir la diversification économique et la création des emplois dans les économies africaines. Quelle appréciation faites-vous des échanges qui viennent d'avoir lieu ?

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS (I.O.G.E.B.) Ce Forum qui vient de s'achever à Brazzaville fait suite aux précédents FIA qui se sont tenus à Addis-Abeba en Éthiopie (2015), à Guangdong, en Chine (2016), à Dakar, au Sénégal (2017) et à Changsha, en Chine (2018). Il s'est agi de discuter des enseignements tirés des trajectoires de développement de



la Chine et de l'Afrique et d'accélérer les investissements sur notre continent. La problématique de développement de l'heure en Afrique est celle de la diversification économique et de la création des emplois. Alors que la plupart des économies de l'Afrique ont connu une croissance soutenue au cours des deux dernières décennies largement tirées par le boom des matières premières, la nécessité de la transformation structurelle des économies africaines est plus que fondamentale. Avec une population jeune, qui croît rapidement et qui devrait atteindre 1,3 milliard de personnes d'ici à 2030, la création d'emplois décents est impérative aux fins de réaliser le dividende démographique. Le FIA5 a examiné les moyens de soutenir ces objectifs pour la diversification économique et la création d'emplois sur le continent africain. Je suis extrêmement satisfaite du niveau et de la qualité de la participation de ce forum qui a regroupé plus de 500 délégués, y compris 7 chefs d'état et surtout de la substance des échanges.

BBA : Trois thèmes ont dominé les travaux du Forum à savoir, le développement du capital humain, l'économie numérique et l'innovation, et enfin les partenariats publics-privés. Qu'est-ce que l'Afrique peut attendre de la Chine dans ces trois domaines ?

I.O.G.E.B : Plusieurs études, y compris celles réalisées par la Banque mondiale sont formelles sur le fait que l'accélération du développement de notre continent passe par un avancement significatif dans ces trois secteurs. Le développement ne peut être réalisé que par les êtres humains pour eux-mêmes, notamment à travers leurs capacités, leurs compétences et leur savoir-faire. L'aide ne sera rien plus qu'un complément et non l'élément central. D'où la nécessité de miser désormais sur nos propres aptitudes, celles de nos populations, pour faire du développement de nos pays une réalité. Quand notre capital humain est renforcé, il profitera mieux de son environnement actuel caractérisé notamment par une explosion sans précédent des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour faire le saut technologique qui lui permettra de brûler les étapes vers le développement économique jusqu'ici attendu, en profitant de la digitalisation des activités humaines. Vous n'êtes pas sans savoir que tout cela nécessite des investissements dans les personnes et les infrastructures que les Etats africains ne peuvent pas réaliser tout seuls, surtout avec les contraintes budgétaires et les niveaux d'endettement qui sont les leurs. Etant donné la faiblesse des infrastructures en Afrique, il est clair qu'il nous faut introduire de nouveaux modèles pour accélérer le développement du continent. Le financement public ne peut à lui seul suffire à la construction des infrastructures, d'où la nécessité d'inciter le secteur privé à s'impliquer. L'association avec le capital privé est absolument indispensable.

Toutes ces étapes, la Chine les a franchies avec le succès que nous lui connaissons aujourd'hui. Le franchissement de ces étapes lui a permis de faire un saut fantastique pour se hisser au niveau de la 2ème économie mondiale. Si vous pensez qu'il y a une trentaine d'année seulement la Chine n'était pas loin du niveau actuel des économies de nos pays, vous conviendrez avec moi que la Chine a beaucoup à partager avec nous sur comment cela se fait. Et, elle est disposée à partager son expérience avec l'Afrique. Toute l'histoire du FIA est bâti autour de cette volonté de partager avec nos pays comment ce miracle peut être réalisé.

Comme vous le savez bien, la coopération sino-africaine est essentiellement basée sur les PPP et porte déjà des fruits aussi bien sur la réalisation d'infrastructures que le transfert de technologie en faveur des pays africains. Le Fonds de développement Chine-Afrique (FDCA) et de grandes entreprises chinoises ont lancé des projets d'essai via le modèle du PPP en Afrique, notamment dans des zones industrielles. Le modèle du PPP peut être appliqué dans de vastes domaines en Afrique, tels que l'électricité, les ports, les routes, les aéroports, les télécommunications, l'agriculture, l'exploitation minière, et autres. Ces domaines constituent des priorités pour la coopération entre la Chine et l'Afrique. Des efforts communs se poursuivront par le biais du modèle PPP. Ce modèle est vital pour atteindre une croissance économique durable et éradiquer la pauvreté dans les économies africaines. Les PPP font partie des stratégies qui contribueront à réaliser la transformation socio-économique de l'Afrique et la Chine est déterminée à y participer comme elle le prouve tous les jours sur notre continent.

BBA : Que dites-vous à ceux qui pensent que l'investissement chinois dans les pays africains est un piège de la dette, qui pourrait empiéter sur la souveraineté des Etats ou déboucher sur le néocolonialisme chinois en Afrique ?

I.O.G.E.B : C'est de l'exagération ! L'Afrique et la Chine partagent un passé similaire. La Chine compte tenu de sa propre expérience n'a pas la même appréciation du risque en Afrique et pense que le développement peut s'accélérer sur le continent. Les réalisations de ce partenariat sont palpables. Nos partenaires chinois nous ont toujours martelé que le développement de l'Afrique passera par les africains tout comme celui de la Chine est passé par les chinois. C'est pourquoi tout le concept du FIA, tout en utilisant le canal de la coopération, privilégie la prise en charge des africains par eux-mêmes. Il est évident que nous avons besoin d'un coup de pouce tout comme tous les pays qui ont connu un développement rapide ces dernières décennies, y compris la Chine qui continue d'ailleurs d'émarger au titre de l'aide de la Banque mondiale. Mais notre développement nous concerne et il ne se fera que par nous-mêmes. La prise de conscience en Afrique sur cette évidence n'est plus à démontrer. Nous coopérerons avec tous nos partenaires au développement pour cette fin, y compris la Chine. Nous observons des changements concrets en Afrique à travers notre coopération avec la Chine. De la même façon, la Chine jouit des apports de cette coopération. Le gagnant-gagnant est le principe de base de notre coopération avec la Chine. Tout n'est certes pas parfait. Il y a certainement des choses qu'on peut améliorer et nous le ferons au fur et à mesure que nous apprenons à avancer ensemble. La Chine est tout à fait ouverte à cela.

BBA : Dans son allocution, le Président Denis SASSOU NGUESSO, a énuméré certains « goulots » d'étranglement qui entravent, à son avis, le développement de l'Afrique. Voyez-vous un canal de résolution de ces contraintes à travers la coopération Chine-Afrique ?

I.O.G.E.B : La coopération Chine-Afrique peut éventuellement aider. Parmi les « goulots » qu'il a cités, j'en ai retenu au moins un, notamment celui en lien avec la fragmentation de l'Afrique. Nous, Africains, continuons à perpétuer la balkanisation de notre continent, comme ce qu'il avait été décidé au 19e siècle par d'autres pour leurs intérêts égoïstes. Le Président SASSOU NGUESSO a donc bien fait de souligner l'importance d'une Afrique unie, puisque l'avenir du monde appartient aux grands ensembles. La voix de l'Afrique ne pèsera sur le cours des événements dans le monde que lorsque son unité sera inébranlable. L'Afrique devrait donc travailler à s'unir davantage, à commencer par les ensembles régionaux comme la SADC, la Cédéao, la CEEAC, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'est, l'Union du Maghreb arabe, etc. Je suis optimiste à ce propos car l'adoption du traité de la Zone de libre-échange continentale est un pas important dans cette voie. La Coopération Chine-Afrique est un facteur d'avancement de l'unité africaine qui fera sa force, rien qu'en amenant les africains à se réunir constamment pour réfléchir à leur sort commun.

BBA : Quels sont, à ce jour, les projets prioritaires de la coopération sino-congolaise sur le plan économique ?

I.O.G.E.B : Nous envisageons de réhabiliter le Chemin de fer Congo-Océan qui est non seulement l'épine dorsale de notre économie nationale mais aussi celle de la sous-région. L'autre projet qui nous tient à cœur, c'est celui des zones économiques spéciales, adossé au port de Pointe-Noire, qui est l'un des plus grands ports en eau profonde de tout le golfe de Guinée. Nous travaillons également à intéresser les Chinois à la construction du barrage de Sounda (Kouilou), pour faire face à l'une des difficultés auxquelles nous sommes confrontés, notamment notre déficit en énergie, afin de construire un développement véritable et durable de notre pays.

BBA : Le FIA5 a permis de signer des contrats importants. On a noté des retombées spécifiques pour le Congo. Pourriez-vous nous en dire un peu plus Madame la Gouverneure ?

I.O.G.E.B : Je confirme que des contrats remarquables ont été signés. Il s'agit notamment de l'accord tripartite de développement des PME des États africains, de l'accord de développement des États de la zone CEMAC signé entre la BDEAC et la Banque Chinoise de Développement, du protocole d'accord sur le ciment africain, de l'accord-cadre de coopération pour le développement de l'électricité au Congo, de l'accord-cadre de coopération stratégique, de l'accord d'installation de la Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique etc. Cependant, au-delà de ces contrats signés, le FIA5 a favorisé le réseautage et la création de partenariats et a offert des opportunités d'investissements entre les entreprises africaines et non africaines, ainsi qu'entre les gouvernements africains et les compagnies non africaines, à travers des partenariats publics-privés (PPP) bien structurés et viables. Parmi les retombées spécifiques du FIA5 pour le Congo, j'aimerais signaler que la réflexion sur le développement économique de l'Afrique menée par des experts et participants notoires nous a permis de bénéficier des expériences mondiales pour affiner la mise en œuvre de notre plan national de développement 2018-2022. Pour terminer, je vous rappelle que les entreprises privées congolaises ont également eu l'opportunité de lier des relations avec les partenaires étrangers pour promouvoir des investissements futurs qui vont créer plus d'emplois.

BBA : Nous vous remercions Madame le Ministre.

RELATIONS DU BUREAU AVEC NOS PAYS

République du Congo

Mission à Brazzaville, République du Congo, du 9 au 12 septembre 2019

L'Administrateur Jean-Claude TCHATCHOUANG a séjourné à Brazzaville, République du Congo, du 9 au 12 septembre 2019, au titre d'une mission de consultation auprès des autorités Congolaises et de participation à la cinquième édition du Forum Investir en Afrique (FIA5). L'Administrateur était accompagné de M. Jean-Claude NACHEGA, conseiller principal au Bureau de l'Administrateur. La délégation a été notamment reçue en audience par le Chef de l'Etat S.E.M. Denis SASSOU NGUESSO

Mission de consultation

L'Administrateur a eu des rencontres avec S.E. M^{me} Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS, Ministre du Plan, de la

Statistique et de l'Intégration régionale, et S.E. M. Calixte NGANONGO, Ministre des Finances et du Budget. La mission a également eu une séance de travail avec M. Jean-Christophe CARRET, Directeur des opérations, et M^{me} Korotoumou OUATTARA, Représentante résidente, avant de rendre une visite de courtoisie à M. Fortunato-OFA MBO NCHAMA, Président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC).

Les discussions ont essentiellement tourné autour de trois points : i) la tenue du FIA5 à Brazzaville ; ii) le renforcement de la coopération avec le Groupe de la Banque mondiale (GBM) : engagement et portefeuille ; et iii) la situation macro-économique.

1. La tenue du FIA5 à Brazzaville. M^{me} la Ministre du Plan a souligné que le FIA5 va permettre d'améliorer la perception que le monde extérieur peut avoir du Congo par rapport à sa coopération avec la Chine. Plus généralement, la République

du Congo est dans la phase de régularisation de ses relations avec tous ses partenaires techniques et financiers, bilatéraux et multilatéraux, y compris les institutions financières internationales. En particulier, le récent accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI doit être complété par des appuis du GBM, de l'AFD et de la BAD. M. l'Administrateur a rassuré M^{me} la Ministre du Plan quant à la forte participation au FIA5 du GBM, malgré l'annulation en dernière minute de la participation de M. Hafez GHANEM, Vice-président de la Région Afrique. En son absence, M. Sergio PIMENTA, Vice-président de la SFI pour le Moyen-Orient et l'Afrique, conduira la délégation du GBM au FIA5. Il a été convenu que la tenue du FIA5 à Brazzaville et une interview de M^{me} la Ministre du Plan feront l'objet d'un article dans le bulletin de l'Administrateur d'octobre 2019.

2. L'engagement avec le GBM. Le nouveau Cadre de partenariat-pays (FY20-24), en préparation pour finalisation d'ici novembre 2019, appliquera une approche de fragilité et de résilience, tout en s'alignant sur les priorités du Plan National de Développement (PND). Il consistera à aider le Congo via deux piliers : i) développer le capital humain et renforcer la résilience pour l'inclusion sociale (y compris les aspects liés au genre pour l'autonomisation économique) et ii) renforcer la gouvernance économique afin d'améliorer le climat des affaires pour promouvoir une croissance tirée par le secteur privé. Pour accélérer le décaissement de l'appui budgétaire, il a été convenu que la transmission officielle dans les délais des éléments relatifs aux huit mesures préalables (qui par ailleurs sont quasi-remplies) sera de mise pour accélérer le décaissement. M^{me} la Ministre du Plan a pris acte de deux piliers du nouveau CPF et a demandé qu'une séance de travail soit organisée avec son équipe technique pour mieux comprendre comment améliorer leur CPIA et mobiliser ainsi plus de ressources du GBM. M. l'Administrateur a plaidé auprès de M. CARRET pour l'augmentation des ressources du GBM disponibles pour la République au Congo, y compris via l'augmentation de leur exposition à la BIRD et le guichet régional.

Les échanges sur le portefeuille a porté sur l'utilisation du reliquat dans le cadre de IDA18, l'amélioration du taux de décaissement (actuellement autour de 11 %), la situation des arriérés (462 517 dollars à la date de la mission), ainsi que le renforcement du portefeuille avec des projets sur le développement du capital humain, l'économie numérique et le « guichet réfugiés ». Le portefeuille est modérément satisfaisant mais le taux de décaissement est faible et en baisse : 11 % pour l'exercice 2019 contre 19 % en 2018. Grâce aux efforts fournis par la mission résidente dans le suivi des

projets (réunion mensuelle de tous les coordonnateurs des projets, appui technique du « Spécialiste dans la passation des marchés » aux unités de gestion des projets pour la passation des écritures), il y a eu des progrès récemment, mais l'indisponibilité des fonds de contrepartie par le Gouvernement et la récente suspension des décaissements par le GBM (consécutives à l'accumulation des arriérés) avaient renversé la situation. M. l'Administrateur a encouragé l'équipe-pays à fixer un objectif d'un taux de décaissement de 20 % pour 2020. Aussi, il a été convenu i) d'utiliser l'entièreté du reliquat avant fin-juin 2020 selon la répartition : « éducation (15) -santé (35)-projet régional/urgence santé (5) ; et ii) de doubler l'allocation indicative pour l'année fiscale prochaine : IDA (200 millions de dollars) et BIRD (200 millions de dollars). M. l'Administrateur s'est engagé à plaider auprès des autorités pour qu'elles accordent plus d'attention au suivi et à l'évaluation des projets pendant leur mise en œuvre et qu'elles facilitent l'approbation plus rapide des projets après l'approbation du Conseil.

3. Stabilité macroéconomique et restructuration de la dette. M. l'Administrateur a félicité les autorités congolaises pour l'approbation par le Conseil d'administration du FMI le 11 juillet 2019 d'un accord triennal au titre de la FEC pour un montant de 324 millions de DTS, en appui du programme de réformes économiques et financières du Gouvernement. Il a reconnu que les autorités congolaises ont redoublé d'efforts en 2018 et en 2019 pour s'attaquer à la crise économique qui les a frappées après la baisse des cours du pétrole amorcée en 2014. Il a noté que le programme appuyé par le FMI contribuera de manière positive aux efforts régionaux visant la stabilité de la CEMAC. Après 1,4 % en 2018, la croissance économique pourrait atteindre 5,4 % en 2019. Les comptes extérieurs et budgétaires sont en nette amélioration et le niveau du ratio de la dette publique/PIB a baissé, passant de 117,5 % en 2017 à 87,5 % en 2018. Il a souligné la nécessité de s'assurer que la première revue du programme avec le FMI soit concluante, non seulement de façon à lancer un signal fort en direction de la communauté des partenaires au développement et des investisseurs privés, mais également de rendre possible l'augmentation des ressources du GBM en faveur du Congo. A moyen terme, des défis majeurs persistent : l'augmentation du taux de pauvreté, le niveau faible dans le classement « *Doing business* » (signe d'un environnement des affaires inadéquat) ; le niveau faible de l'indice de capital humain (similaire à la moyenne africaine mais inférieur à la moyenne des pays à revenu intermédiaire), l'insuffisance de création d'emplois (économie pétrolière et structure à forte intensité de capital) et l'augmentation de la pauvreté. Il y a nécessité de réviser le modèle de croissance, en privilégiant une économie

diversifiée tirée par le secteur privé (agribusiness, zones industrielles...). Le développement du secteur privé national et la création d'emplois nécessitent un niveau adéquat de stock de capital humain (y compris en termes de formation) et d'investissement dans le numérique. A cet effet, le CPF s'avère adéquat au travers de ses deux piliers (climat d'investissement et diversification ; développement du capital humain et résilience) pour relever ces défis au cours de 3-4 prochaines années et cela va conditionner les ressources mises à la disposition du pays. M. Le Ministre des Finances et du Budget (MFB) a reconnu la pertinence du diagnostic et rappelé que la République du Congo exportait beaucoup de produits agricoles avant que le pays ne soit atteint par le « syndrome hollandais » avec la découverte du pétrole. Aussi, les politiques d'ajustement prônées par le GBM ont été très nocives pour le secteur agricole du pays, a-t-il indiqué. Enfin, le MFB a noté que la contrainte budgétaire reste serrée, avec des difficultés pour libérer les fonds de contrepartie et par conséquent beaucoup des projets sont à l'arrêt. Les autorités congolaises sont déterminées à poursuivre avec l'amélioration de la qualité de la dépense (y compris par la modernisation du système d'information budgétaire) et la mobilisation accrue des recettes intérieures. Les réformes fiscales et douanières (installation du guichet unique et autres réformes) introduites récemment ont déjà plus que doublé le rythme de mobilisation des recettes au cordon douanier.

Participation à la cinquième édition du Forum Investir en Afrique (FIA5)

Du 11 au 12 septembre, la mission a participé à la cinquième édition du FIA, conjointement à une délégation du GBM (Région Afrique de la BM, IFC et MIGA) conduite par M. Sergio Pimenta, Vice-Président régional à la SFI. La mission a assisté à toutes les réunions de haut niveau, et M. l'Administrateur a prononcé un discours de clôture très remarqué.

Le FIA5 a enregistré une participation de haut niveau avec plus de 600 participants émanant i) du secteur privé africain et international (52 %), y compris des entreprises comme GE Power et Deloitte ; ii) du secteur public (35 %) ; et iii) des institutions internationales et régionales, dont la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), des partenaires au développement, dont l'Agence Française de Développement, la Commission européenne, l'ONU, l'ONUDI et le PAM; et groupes de réflexion ou « Think tanks » (13 %). Il y avait six chefs d'État (République du Congo, Angola, République centrafricaine, RDC, Rwanda, Sénégal), ainsi que le Président de la Commission de l'Union africaine. Plusieurs ministres de divers pays ont également participé à des panels (Voir article sur le FIA).

Les discussions ont été riches en offrant des solutions pour attirer de plus grands investissements internationaux et locaux du secteur privé en Afrique. Un élément majeur du Forum de cette année a été la participation active des jeunes africains à la table ronde et à chaque panel, les plaçant au centre de l'ordre du jour du Forum et faisant preuve d'inclusivité.

L'intervention de M. l'Administrateur lors de la séance de clôture a porté sur l'importance de renforcer le capital humain et améliorer les compétences ; développer une infrastructure robuste, tant physique que numérique ; la mise en œuvre des politiques macroéconomiques et financières saines, y compris une gestion rigoureuse de la dette et des finances publiques ; et le rôle crucial du secteur privé pour surmonter les obstacles au développement de l'Afrique. Il a également plaidé pour davantage des investissements de la SFI et de MIGA dans les États fragiles. M. l'Administrateur a conclu en disant qu'il poursuivra au sein du GBM le plaidoyer des recommandations du Forum, y compris celles des chefs d'État et de l'Union africaine.

Rencontres avec les chefs d'État et de gouvernement

En marge du Forum, l'Administrateur a rencontré trois chefs d'État (Congo, Sénégal, RDC). Le Président Denis SASSOU NGUESSO (Congo) s'est dit très satisfait du Forum. Il a remercié le GBM et s'est engagé à donner suite aux recommandations du Forum. Il a également réitéré sa demande d'un DPO important. Le Président Macky SALL (Sénégal) s'est dit attaché à la croissance du secteur privé et a demandé à la SFI d'accroître son soutien au pays. Il a lancé un appel ferme pour combler le déficit d'infrastructure sur le continent tout en insistant sur la nécessité pour le GBM de simplifier ses procédures en tenant compte du cycle politique quinquennal dans la plupart des pays. Il est déterminé à améliorer le CPIA du Sénégal. Il a souhaité un soutien budgétaire plus important. Le Président Félix TSHISEKEDI (RDC) veut un soutien budgétaire plus accru du GBM, y compris la SFI, il a insisté sur la nécessité d'approfondir les réformes visant à améliorer le CPIA afin de bénéficier de plus de ressources concessionnelles pour son ambitieux programme de capital humain. La participation de la RDC à l'Initiative des économistes en chef du gouvernement lancée par la Région Afrique de la Banque mondiale a été encouragée. Lors de son discours en plénière, le Président TSHISEKEDI a proposé d'accueillir la prochaine édition du FIA.



Avec S.E.M. SASSOU NGUESSO lors du FIA

Rencontre avec des responsables chinois. Le vice-ministre chinois des Finances, Xu Hongcai, a fait trois suggestions lors de la session de clôture du Forum concernant la coopération Chine-Afrique :

- Mettre activement en œuvre les résultats du Sommet de Beijing du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) mettant l'accent sur la coopération gagnant-gagnant et le développement commun entre la Chine et l'Afrique ;
- Construire activement un partenariat global en mettant en œuvre les résultats des accords signés lors des Fora actuels et précédents et en approfondissant la coopération mutuellement bénéfique dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des infrastructures, du développement des ressources humaines, de l'investissement, du commerce et des finances ; et
- Innover activement et travailler ensemble pour renforcer la plate-forme du FIA en explorant de nouvelles idées, innovations et partenariats qui seront mutuellement bénéfiques pour tous.

La FIA5 a montré que les dirigeants africains voulaient prendre plus de responsabilités dans le choix de leurs voies de développement. Le rôle joué par le GBM, en travaillant en étroite collaboration avec les co-organisateur du FIA5 pour définir le thème de chaque Forum et fournir des analyses clés, des évidences empiriques au niveau mondial et des perspectives pour éclairer les discussions, a été souligné. L'inclusivité du Forum, qui invite des participants des secteurs public et privé des pays africains et d'autres pays, ainsi que des institutions internationales et continentales, a également été soulignée. Des institutions telles que le DFID, l'AFD, l'USAID, le BMGF, l'IFAD, l'UNIDO, l'UNECA et des cadres supérieurs d'Europe et des États-Unis ont été invités à y assister. De plus, le FIA5 a contribué à renforcer la coopération technique, le partage des connaissances et le développement des capacités analytiques, ainsi que la coopération en matière

d'investissement. Aussi, la question de la transparence de la dette a été soulignée lors des interventions au Forum, notamment par le Chef de mission du FMI et M. PIMENTA.



Avec S.E.M TSISEKEDI lors du FIA

République Démocratique du Congo

Mission de l'Administrateur en RDC

L'Administrateur Jean-Claude TCHATCHOUANG a séjourné à Kinshasa du jeudi 12 au samedi 14 septembre 2019, au titre d'une mission de consultation auprès des autorités Congolaises. L'Administrateur était accompagné de M. Jean-Claude NACHEGA, conseiller principal au Bureau de l'Administrateur. M. Jean-Christophe CARRE, Directeur des opérations, a également participé à la quasi-totalité des réunions.



Accueil par le Président TSHISEKEDI

La mission a eu des discussions avec les personnalités suivantes : S.E.M. Felix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République, S.E.M. Sylvestre ILUNGA ILUNKAMBA, Premier Ministre, S.E.M. José SELE YALAGHULI, Ministre des Finances, M. Claude IBALANKY EKOLOMBA, Coordonnateur du Mécanisme National de Suivi, M. Jean-Louis KAYEMBE, Directeur général de la BCC et le professeur

Jean-Jacques MUYEMBE TAMFUN, Directeur national de l'Institut de recherche biomédicale de Kinshasa. La mission a également échangé le personnel de la mission résidente du Groupe de la Banque mondiale (GBM).

Les discussions ont essentiellement tourné autour de cinq points : i) le financement de la gratuité de l'enseignement de base ; ii) la situation du portefeuille ; iii) la préparation de la rencontre entre S.E.M. Felix-Antoine TSHISEKEDI et M. David MALPASS, prévue pour le 30 septembre à Washington, D.C. ; iv) la situation macro-économique ; et v) la riposte face à l'épidémie à virus Ebola.

1. Financement de la gratuité de l'enseignement de base.

Le financement de la gratuité de l'éducation de base s'avère problématique pour le nouveau Gouvernement par manque d'espace budgétaire. Le coût additionnel de la mise en œuvre de la mesure est estimé à environ 31 millions de dollars par mois. En dehors d'un appui de la Banque mondiale pour prendre en charge le coût de la gratuité de l'enseignement de base, et éviter ainsi le recours au financement monétaire, la stabilité du cadre macroéconomique pourrait être mise en péril d'ici la fin de cette année. La Banque mondiale pourrait aider grâce à deux opérations en cours de préparation : i) une opération d'urgence (250-400 millions de dollar) pourrait aider à financer une partie de la gratuité de l'éducation de base et ii) une opération d'appui budgétaire (500 millions de dollar) pourrait financer l'autre partie de la gratuité de l'éducation de base (notamment au travers du paiement des salaires des enseignants).

2. Portefeuille et appui budgétaire. Le portefeuille du GBM en RDC comprend 29 projets en cours de mise en œuvre (dont quatre projets régionaux) pour un engagement total de 3,63 milliards de dollars (solde non décaissé de 1,97 milliard de dollars), dont plus de 40 % dans le développement humain et environ 35 % dans le développement durable, y compris l'énergie, les infrastructures et le développement urbain. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie en RDC, le GBM entend maximiser l'impact de ses projets par des projets multisectoriels moins nombreux mais plus importants, selon une approche en plusieurs phases sur une zone géographique plus limitée. Les provinces prioritaires ont été choisies en fonction d'une approche de développement territorial, combinant les données sur i) la plus forte concentration de pauvres, ii) l'incidence la plus élevée de violence (indicateur de conflit et de fragilité) ; et iii) le potentiel économique et l'accessibilité. Dans le cadre de cette nouvelle approche, la Banque prévoit d'investir jusqu'à 5 milliards de dollars en RDC au cours des cinq prochaines années (IDA18 à IDA20), soit 1 milliard de dollars par an. Les montants et domaines

d'intervention proposés sont : 2 milliards de dollars sur le capital humain (nutrition, autonomisation des femmes, protection sociale et éducation); 1,5 milliard de dollars pour la mobilisation et la gouvernance des ressources nationales (appui budgétaire pouvant aller jusqu'à 500 millions de dollars par opération); et 1,5 milliard de dollars pour l'accès aux services et aux secteurs productifs (infrastructure/connectivité, agriculture et sécurité alimentaire, et accès à l'électricité). Sur cette base, le soutien futur de la Banque ciblera principalement neuf des 26 provinces, représentant 20 % du territoire mais 50 % des pauvres.

3. Rencontre entre S.E.M. Felix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO et M. David MALPASS.

S.E.M. Félix-Antoine TSHISEKEDI rencontrera M. David MALPASS, nouveau Président du Groupe de la Banque mondiale, le lundi 30 septembre 2019 à 14H. Cette rencontre est la première du genre, M. MALPASS ayant pris ses fonctions juste avant le début des réunions de printemps 2019. Cette première rencontre traduit la très bonne qualité des relations entre la RDC et le GBM et constitue une occasion d'approfondir ces relations, notamment dans le cadre de la mise en place d'une approche de long terme via des projets stratégiques à grands impacts sur le développement et le bien-être des populations congolaises.

4. Situation macroéconomique. La RDC est confrontée à des défis de développement considérables en dépit de sa richesse en ressources naturelles. Le pays fait face actuellement à sa plus grande flambée de l'épidémie de maladie à virus Ébola. Malgré une conjoncture internationale défavorable, la stabilité du cadre macroéconomique a été préservée. La RDC devrait continuer d'afficher une bonne performance économique malgré des conditions budgétaires et extérieures contraignantes. En 2018, la croissance du PIB réel a atteint 5,8 %, portée par la hausse des prix et de la production du cuivre et du cobalt. L'inflation est tombée à 7,2 % et le franc congolais s'est déprécié de 2 % seulement. La mission a noté la détermination des autorités à mettre en œuvre un programme de politiques et de réformes visant à atteindre une croissance forte et diversifiée et à réduire la pauvreté tout en préservant la stabilité macroéconomique. Ces réformes permettront de renforcer la transparence et la gouvernance économique (gestion des finances publiques, entreprises publiques), améliorer l'environnement des affaires pour le développement du secteur privé, développer le capital humain et faciliter l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles.

5. Riposte face à l'épidémie à virus Ebola. Le GBM a couvert environ 60 % des dépenses liées à la lutte contre l'épidémie à virus Ebola dans le Nord Kivu. La mission a été édifiée quant aux

difficultés rencontrées initialement dans la lutte contre le virus. La partie Est du pays, une zone de fragilité et de conflit avec une forte densité de la population, n'avait jamais connu d'épidémie à virus Ebola. L'absence d'engagement communautaire fût alors un goulot d'étranglement important. Plus récemment, les autorités ont rendu la lutte "nationale" en impliquant davantage la population. La situation s'est alors améliorée considérablement et l'épidémie semble maîtrisée.

Les autorités ont reçu avec beaucoup d'intérêt les propositions et conseils stratégiques prodigués par la mission afin que la RDC intensifie son partenariat et augmente ses engagements avec le GBM.

La mission a remercié les autorités congolaises pour l'accueil chaleureux et pour toutes les dispositions qui ont été mises en place pour faciliter son séjour à Kinshasa.

Tchad

Mission de consultation de l'Administrateur au Tchad

L'Administrateur, Jean-Claude TCHATCHOUANG, a été reçu en audience le mercredi 18 septembre par Son Excellence Idriss Deby ITNO, Président de la République, à l'occasion de sa première visite officielle à N'Djamena, du 14 au 18 septembre 2019. Cette mission de consultation au Tchad avait donc pour but d'échanger avec les autorités tchadiennes sur le renforcement de la coopération avec le Groupe de la Banque mondiale. L'Administrateur était accompagné pour la circonstance de Madame Gnayam KOUMTINGUE, Conseillère.



L'Administrateur a été reçu en audience par S.E.M Idriss Deby ITNO

1. Audience avec le Chef de l'Etat, S.E Idriss Deby ITNO.

L'urgence de disposer des ressources pour financer les besoins urgents de l'Etat, les réformes clés pour la diversification de

l'économie, l'amélioration du climat des affaires et l'importance du capital humain dans le développement du Tchad, ont été au cœur des échanges avec le Président Idriss Deby ITNO.

Sur la question des ressources, le Président Idriss Deby ITNO a tenu à souligner les efforts considérables du Tchad pour contenir la poussée terroriste aussi bien au Lac-Tchad que dans la région du Sahel malgré la crise économique et financière qui a durement frappé le pays et la non-réalisation des promesses d'appui des partenaires à cet effet. Ces dépenses de sécurité bien que indispensables pèsent sur le budget de l'État et affectent considérablement la capacité du Gouvernement à fournir les services sociaux de base à la population.

L'Administrateur a tenu d'abord à féliciter le Chef de l'État pour ses efforts pour assurer la stabilité macroéconomique, faire avancer les réformes structurelles ainsi que l'implication du Tchad dans le maintien de la paix dans la région du Sahel. Faisant ensuite le point sur l'état de la coopération avec le Groupe de la Banque mondiale, l'Administrateur a relevé que cette coopération s'est considérablement intensifiée au cours des trois dernières années comme le témoigne le doublement de la taille du portefeuille des projets et l'augmentation de l'enveloppe des ressources de l'IDA (Association International pour le Développement). Il a cependant ajouté que ce portefeuille est appelé à s'agrandir si les perspectives d'augmentation des ressources de l'IDA se concrétisent au cours du prochain cycle de l'IDA (IDA19) et que certaines réformes structurelles clés sont mis en œuvre pour améliorer le score CPIA du Tchad.

Au nombre des sujets abordés figurent également : i) la réforme et l'informatisation complète de l'administration publique et des régies financières pour améliorer les recettes intérieures ; ii) la mise en place d'un cadre législatif favorable aux petites et moyennes entreprises (PME) ; iii) l'accès à l'énergie et iv) le renforcement des engagements dans les secteurs clés du capital humain. L'Administrateur a réaffirmé sa disponibilité à mobiliser le Groupe de la Banque mondiale pour qu'il s'engage davantage au côté du Gouvernement tchadien sur ces différents agendas.

2. Des échanges fructueux avec les membres du Gouvernement.

Avant l'audience avec le Chef de l'État, l'Administrateur a eu des échanges fructueux avec le Ministre de l'Économie et de la planification du développement et Gouverneur de la Banque mondiale, ainsi qu'avec quatre (4) Ministres en charge du capital humain, notamment les Ministres en charge de l'Éducation, de la Santé, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle. La mission a eu également des réunions bilatérales avec les Ministres sectoriels, en charge des Finances, de l'Énergie, des

télécommunications ainsi que du Commerce. Ces échanges ont été focalisés sur quelques actions concrètes pour intensifier l'engagement de la Banque mondiale au Tchad dans les domaines du capital humain, de l'accès à l'énergie, du climat des affaires et des réformes qui soutiennent la mobilisation des recettes fiscales et l'amélioration du CPIA.

3. Un Conseil présidentiel pour l'amélioration du climat des affaires au Tchad. L'Administrateur a également rencontré les représentants du secteur privé, notamment l'équipe dirigeante de la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture, des Mines et de l'Artisanat (CCIAMA). Les échanges avec les représentants de la Chambre du Commerce ont essentiellement porté sur les principales contraintes qui empêchent le développement du secteur privé local. La Vice-Présidente de la CCIAMA a saisi l'occasion pour faire un plaidoyer appuyé sur la situation particulière des femmes commerçantes et leur accès limité aux marchés. L'opérationnalisation du Conseil présidentiel pour l'amélioration du climat des affaires comme cadre de dialogue entre le Gouvernement et le secteur privé constituera une étape clé dans la recherche des solutions pertinentes pour une participation accrue du secteur privé au développement du Tchad.

Au-delà des rencontres gouvernementales, l'Administrateur a eu une séance de travail avec les partenaires techniques et financiers du Tchad, au cours de laquelle il a fait un plaidoyer pour la reconstitution des ressources de l'IDA19. Il a également rencontré le personnel de la Banque mondiale au Tchad et effectué des visites sur deux sites de projets financés par la Banque mondiale.

4. L'INSEED : Des données statistiques précises et de grande qualité. L'un des projets phare de la Banque mondiale est le Programme de Développement de la Statistique au Tchad (PDST), lequel vise à renforcer la capacité l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) dans la collecte, le traitement et la diffusion régulière et rapide des données statistiques précises et de grande qualité.

La visite effectuée par l'Administrateur à l'INSEED, lui a permis de se rendre compte des progrès significatifs réalisés aussi bien en termes de renforcement des capacités institutionnelles et humaines que dans la qualité et la fréquence de la collecte des données. Ainsi, des bourses d'étude ont permis aux jeunes tchadiens de suivre des cours dans les écoles de statistiques et neuf (9) cadres dont une jeune dame ont été recrutés et mis à la disposition de l'INSEED. Par ailleurs, l'exécution de la quatrième Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel (ECOSIT 4) en cours ainsi que l'appui à la production des statistiques

macroéconomiques permettront de disposer des données à jour sur le bien-être de la population et sur les indicateurs économiques.

Enfin, l'appui du projet a été déterminant dans l'aboutissement de la réforme de l'appareil statistique.



Une photo de famille avec le personnel de l'INSEED

5. La visite à Mani. La visite à Mani, une localité de 4 000 habitants, située à 75 km au Nord de la capitale N'Djamena a permis à l'Administrateur d'échanger avec les femmes bénéficiaires du projet SWEED (*Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend Projet*).

Après un bref entretien avec les autorités locales et les responsables des groupements féminins, la mission s'est rendue sur deux plantations agricoles communautaires de riz et de sorgho afin d'échanger avec les femmes productrices sur le rendement de leur culture et l'impact sur leur vie. La mission a pu voir à l'œuvre l'une des dix (10) jeunes femmes conductrices de tracteurs. Les femmes ont globalement exprimé leur satisfaction, indiquant que les revenus générés par la vente des produits agricoles et la location du tracteur leur permettent de subvenir aux besoins de leur famille et d'envoyer leurs enfants à l'école.



Entretien avec les femmes productrice de Sorgho

Le projet SWEED est une initiative régionale des six pays du Sahel, (le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad) et financé par l'Association internationale de développement (IDA). Il vise l'amélioration de l'autonomisation des femmes et des adolescentes à travers un meilleur accès à l'éducation, aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité. Des résultats très promoteurs sont enregistrés au Tchad, notamment une augmentation de 23 % du nombre de filles accédant au niveau secondaire, la création de 397 espaces scolaires ciblant des milliers d'adolescentes, la formation des femmes en technique d'installation des panneaux solaires ainsi qu'en conduite et en maintenance d'engins lourds de production agricole.



Une tractoriste du projet d'autonomisation des femmes à l'œuvre

6. Le portefeuille du Groupe de la Banque mondiale au Tchad. Le portefeuille de la Banque mondiale contient 10 projets nationaux et 3 projets régionaux, reparti essentiellement entre les secteurs de l'agriculture, de

l'éducation, de la protection sociale et les opérations d'appui budgétaire pour la mise en œuvre des réformes. La taille du portefeuille a sensiblement augmenté au cours de ces trois dernières années et se situe actuellement à 537 millions de dollars américains contre environ 270 millions de dollar en 2016. Le ratio moyen de décaissement pendant les deux années fiscales se situe autour de 25,2 %, largement au-dessus de la moyenne de la région de l'Afrique subsaharienne. Enfin, l'enveloppe indicative des ressources IDA pour le Tchad s'élève à \$360 millions.

La Société Financière Internationale (SFI) et l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) n'ont pas de portefeuille actif au Tchad. Cependant, des études analytiques dans les domaines du crédit-bail, du financement des PME ainsi que le renforcement du cadre règlement pour l'amélioration du climat des affaires sont en cours du côté de la SFI tandis que la MIGA explore des possibilités dans le secteur de l'énergie.

7. Évolutions récentes de l'économie tchadienne. Des progrès significatifs ont été effectués pour stabiliser l'économie et réduire les risques après le choc des prix du pétrole en 2014-2015. L'activité économique en 2018 a été caractérisée par une production pétrolière plus élevée que prévu mais associée à une baisse de l'activité dans le secteur non pétrolier. La croissance globale du PIB est estimée à 2,4 % tandis que la croissance du PIB hors pétrole est estimée à 0,5 %. L'inflation s'est redressée en 2018 à 4 %.

La politique budgétaire prudente des autorités en 2018 s'est traduite notamment par une position plus confortable à la BEAC et les réserves officielles du Tchad ont atteint 135 milliards de FCFA en fin 2018.

Des progrès considérables ont été également faits dans l'apurement des arriérés extérieurs, cependant l'analyse de la viabilité de la dette (DSA) montre que le risque de surendettement demeure élevé, ceci principalement à cause du niveau faible des revenus, de la capacité limitée en matière de gestion de la dette et la faible couverture des importations. La dette intérieure demeure élevée et constitue un frein à la relance de l'activité économique.

Côte d'Ivoire

Mission de l'Administrateur en Côte d'Ivoire

L'Administrateur a effectué conjointement avec le Vice-président de la Banque mondiale, en charge des ressources humaines, M. Ousmane DIAGANA une mission du 20 au 24 septembre 2019

en Côte d'Ivoire et ont pris part à la signature de la convention sur le renforcement des capacités du secteur public (DFSP) entre la Côte d'Ivoire et le Groupe de la Banque mondiale (GBM). Cette mission répond à la mise en œuvre de l'objectif 12 du document de stratégie du Bureau de l'Administrateur, et qui met un accent particulier sur l'importance du renforcement des capacités aussi bien pour la Banque que pour nos pays ou l'extrême pauvreté a pris des proportions plus grandes durant ces dernières années. L'Administrateur était accompagné par Madame Mamou Ehui, Conseillère Principale.

La mission comprend trois volets :

1. Audiences avec les Autorités. Au cours de la mission, l'Administrateur a été reçu ensemble avec le Vice-Président DIAGANA de la Banque mondiale et son équipe par le Vice-Président de la République S.E.M. Daniel KABLAN DUNCAN et le Président de la République S.E.M. Alassane OUATTARA respectivement les 19 et 24 septembre 2019.



Accueil par le Président OUATTARA

Les échanges ont essentiellement porté sur :

- La priorité absolue que le gouvernement ivoirien accorde à la formation du capital humain, socle de l'émergence et du développement du pays ;
- La qualité du dialogue avec le GBM et l'excellente collaboration qui a permis de finaliser cet accord entre la Banque et le Gouvernement ;
- Les voies et moyens devant permettre à davantage de cadres africains d'avoir accès à la Banque mondiale afin d'aider nos pays à accélérer leur marche vers le développement ;
- L'espoir d'avoir à la fin de ce programme, des cadres dotés de compétence et de connaissances à même de contribuer efficacement au développement de la Côte d'Ivoire ;

- L'amélioration de la représentativité des pays africains, en particulier celle de la Côte d'Ivoire au sein du GBM ;
- La possibilité de subventionner le programme DFSP grâce à un « Matching Grant » de la Banque ; et
- Les modalités de sélection ; les prochaines étapes et conditions de mise en vigueur du Fond Fiduciaire qui va être mis en place.



Audience avec le Président OUATTARA

2. Cérémonie de signature de la convention. La cérémonie de signature de la convention d'adhésion de la Côte d'Ivoire au programme de renforcement des capacités du secteur public (DFSP) du GBM a eu lieu le lundi 23 septembre 2019 à 9:30 à la Primature. La cérémonie a été présidée par le Premier Ministre, S.E.M. Amadou Gon Coulibaly, les signataires étant :

- Pour L'État de Côte d'Ivoire, Monsieur Adama Coulibaly, Ministre de l'Économie et des Finances, et M. Moussa Sanogo Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ;
- Pour la Banque mondiale, Monsieur Ousmane DIAGANA, Vice-président chargé des Ressources Humaines.

La cérémonie a été ponctuée par deux brèves allocutions :

Dans son intervention, le VP DIAGANA, a indiqué que le programme DFSP a été mis en place depuis 1997, pour permettre aux pays donateurs d'insérer leurs cadres dans différentes unités du Groupe de la Banque mondiale, afin de renforcer leurs capacités. A ce jour, le programme compte 17 pays donateurs que sont : l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne (BMZ, GIZ), l'Islande, l'Italie (MOFA, MELS), le Japon, la Corée, le Koweït, les Pays Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume Uni.



Poignée de main après la signature de la convention

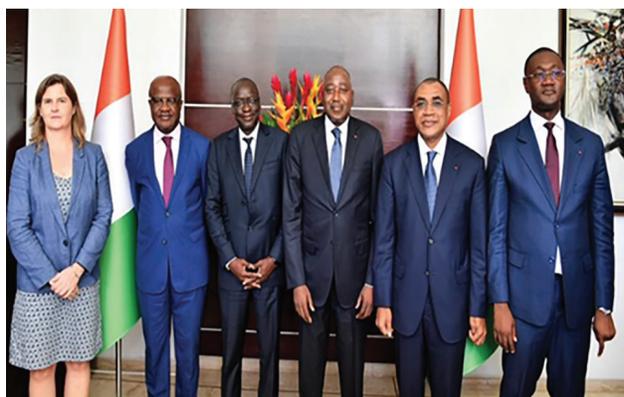
En signant ce protocole d'accord, la Côte d'Ivoire devient le premier pays africain à rejoindre ce groupe ci-dessus cité. C'est le lieu donc pour le VP Diagana de féliciter les autorités ivoiriennes non seulement pour leur adhésion au programme, mais aussi pour la qualité du partenariat fondé sur une confiance réciproque.

Prenant la parole au nom du gouvernement, le Ministre de l'Économie et des finances, S.E.M. Adama Coulibaly a tenu d'abord à remercier la Banque pour les appuis multiformes constamment accordés à la Côte d'Ivoire, comme en témoigne la présente convention qui permettra au pays de renforcer sa représentativité au sein des instances de la Banque. Il a ensuite indiqué que la signature de cette convention se tenait dans un contexte où l'économie ivoirienne se porte bien, au regard des agrégats macroéconomiques qui sont tous au vert.

Le Ministre a indiqué que le fond à mettre en place dans les plus brefs délais sera abondé par le budget de l'état à partir d'un montant minimum de deux millions de dollars par an. Il servira à couvrir tous les coûts associés au recrutement, aux prestations et avantages de cinq (5) cadres supérieurs ivoiriens sur la durée de leur stage, y compris les coûts administratifs et d'appui occasionnés par le Groupe de la Banque mondiale pour administrer le programme et son évaluation.

Pour être présélectionnés au niveau national, les candidats devront remplir les critères suivants :

- Avoir une ancienneté d'au moins cinq (5) ans au sein des Ministères intervenant dans l'élaboration de politiques et programmes aux niveaux national et sectoriel ;
- Justifier d'une bonne connaissance des procédures et opérations de la Banque mondiale ;
- Avoir une bonne connaissance de l'anglais ; et
- Être titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 4 minimum.



Avec le Premier Ministre GON COULIBALY

Une séance de travail technique avec les ministères signataires de la convention a eu lieu après la cérémonie de signature. Cette rencontre de travail, a permis à la mission de donner des détails sur le contenu de la convention, et de souligner l'importance de la transparence et de la rigueur dans la présélection. Les services du département des ressources humaines du GBM, et les services des ministères signataires de la convention vont s'accorder plus tard sur un chronogramme et les modalités pratiques de la mise en œuvre de la convention.

3. Visite de l'Université Nangui Abrogoua. En marge des audiences et de la cérémonie de signature, la mission a effectué une visite à l'Université Nangui Abrogoua le 22 septembre 2019, ceci en réponse à l'invitation du Ministre de l'enseignement supérieur S.E.M. Albert Mabri Toikeuse. L'Administrateur et le Vice-Président Diagana ont animé une conversation publique avec les étudiants de cette université, sur le rôle de l'Administrateur représentant l'Etat de Côte d'Ivoire au Conseil d'Administration du GBM, le processus de recrutement au sein du GBM de manière générale et les possibilités d'emploi.



L'Administrateur s'adressant aux étudiants de L'Université Nangui Abrogoua

L'Administrateur tient à remercier ici le Ministre de l'enseignement supérieur S.E.M. Albert Mabri Toikeuse, et la Direction de l'Université Nangui Abrogoua pour l'excellente organisation de cette conférence publique, et surtout pour la richesse des échanges que nous avons eu avec les étudiants. La mission est repartie avec la ferme volonté de renforcer le partenariat entre le GBM et cette Université à vocation scientifique, tournée vers le développement durable, et dont les programmes de travail soutiennent fortement les priorités de transformation économique et durable de la Côte d'Ivoire.

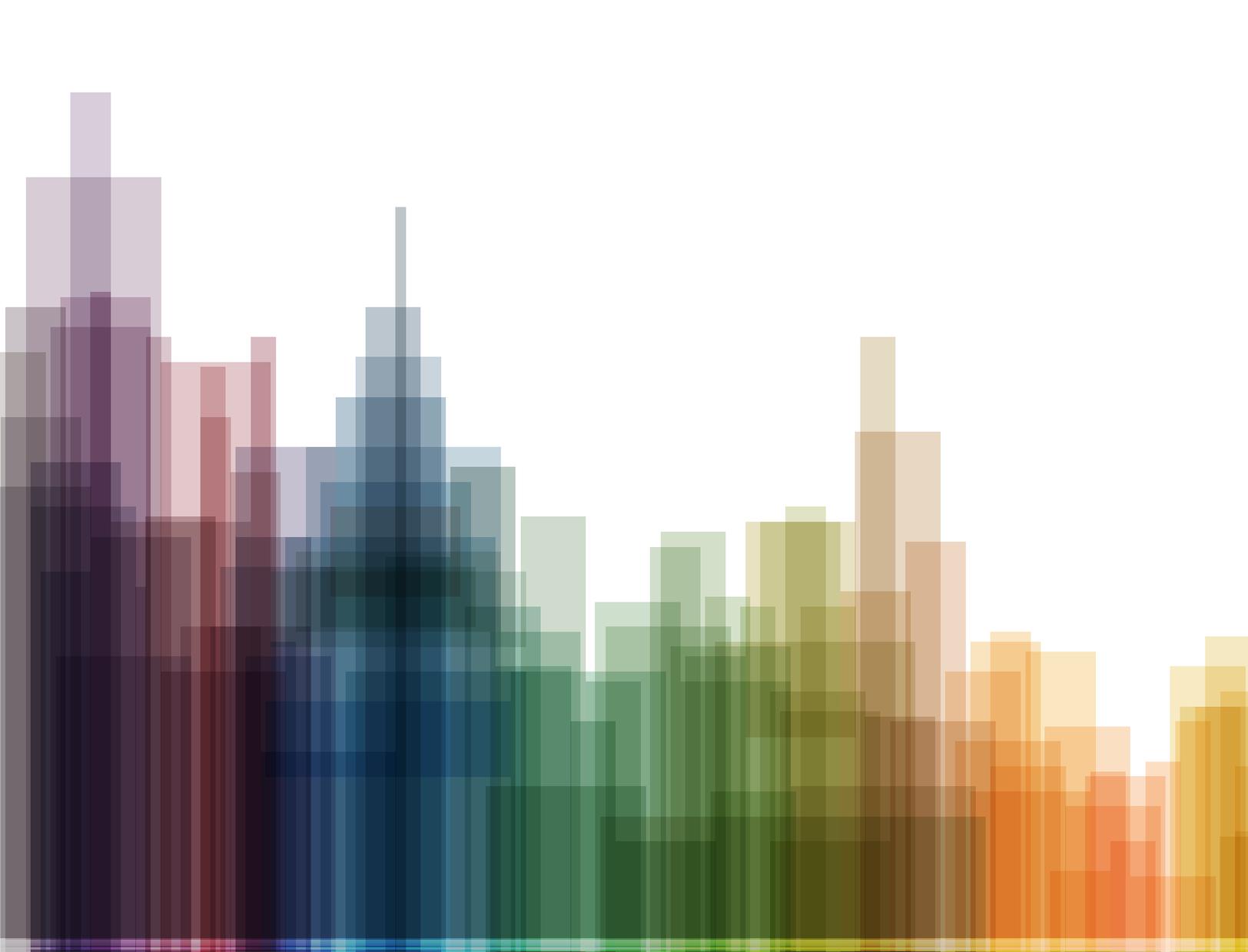


Photo de famille autour du Ministre de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, S.E.M Alcgbert MABRI TOIKEUSE, au centre en cravate rouge

PROJETS APPROUVÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE AU PROFIT DES PAYS DE NOTRE GROUPE AU COURS DE LA PÉRIODE SOUS REVUE

26 septembre 2019 – **SÉNÉGAL** – Projet d'investissement dans la santé maternelle, infantile, et juvénile – \$ 140 millions.

30 septembre 2019 – **DJIBOUTI** – Projet d'extension des opportunités d'apprentissage – Éducation pour tous – Initiative d'accélération – \$ 15 millions.



LE GROUPE AFRIQUE II comprend le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, Cabo Verde, la République Centrafricaine, le Tchad, les Comores, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, l'Île Maurice, le Niger, São Tomé & Príncipe, le Sénégal, le Togo.

BULLETIN MENSUEL DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DU GROUPE AFRIQUE II (EDS13)

Rédaction : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

Édition : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

Conception graphique : GCS, Creative Services, Groupe de la Banque mondiale. Illustration © iStock/shuoshu.

Impression : Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC.

Pour toute contribution ou suggestion, veuillez contacter Abdoul Karim OURO SAMAH,
aallasan@worldbank.org, tél. : +1 (202) 458 1158 | fax : +1 (202) 522 1585.

Ce bulletin mensuel est aussi disponible sur le site web du Bureau de l'Administrateur, à l'adresse www.worldbank.org/eds13.